



Bonjour!

La personnalité de la semaine



Marcel Dubé page A 12

Météo

Ciel nuageux avec faible neige max -1 / min -3 page S16

Monde

Clinton tente de rassurer les GI's page A 8

Girerd

EXPANSION JAMAIS VUE DU TROU DE LA COUCHE D'OZONE

ON VA TU LUI ACCORDER LE STATUT PARTI CUIER ET LE DROIT D'VEIR À CETTE COUCHE D'OZONE, POUR LUI FERMER LA TRAPPE, AUSSI ?



Index

Annonces classées	
- immobilier	C7, C8
- marchandises	C8
- emplois	C8
- automobile	C9, C10, C11
- propositions d'affaires	C11
Arts et spectacles	B8 à B12
- horaires-spectacles	B11
- télé-horaires	B10
Bridge	C11
Décès	C11
Êtes-vous observateur?	C7
Génies en herbe	A11
Horoscope	C8
La Jeune Presse	C6
Le monde	A7, A8, A9, A11
Loteries	A4
Mots croisés	A11
Mot mystère	C8
Opinions	B2
Tabloïd Sports	
- Pierre Ladouceur	S5

Chirac et Chrétien souhaitent que le français occupe plus de place sur l'inforoute

MANON CORNELLIER de la Presse Canadienne

COTONOU, Bénin
Les pays membres de la francophonie doivent se battre contre la marginalisation de la langue française sur la scène internationale et sur l'autoroute de l'information.

C'est l'appel pressant qu'ont lancé hier les sept chefs d'État et de gouvernement qui ont ouvert le VI^e Sommet francophone, réunis à Cotonou, au Bénin.

« J'appelle la francophonie à prendre la tête d'une vaste campagne pour le pluralisme linguistique et la diversité culturelle sur les inforoutes de demain », a déclaré avec emphase le président français Jacques Chirac devant un parterre de dignitaires étrangers et le gratin de la société béninoise.

Le premier ministre Jean Chrétien a renchéri, quelques minutes plus tard. « Cette langue que nous partageons doit faire sa place pour ne pas être marginalisée. La francophonie doit prendre l'offensive », a-t-il dit.

À son avis, la survie de la communauté francophone en dépend. Il a fait référence « à la consolidation, à l'épanouissement et au rayonnement de cette langue que nous avons en partage et, à travers elle, à la promotion des grandes valeurs

d'humanisme et de solidarité qu'elle véhicule ».

L'hôte de la rencontre, le président béninois Nicéphore Soglo, lui a fait écho. « La francophonie, ce n'est pas seulement l'usage d'une langue, c'est aussi une certaine vision du monde, une certaine exigence de solidarité », a-t-il indiqué.

M. Chirac s'est pour sa part inquiété de l'omniprésence de l'anglais sur l'autoroute de l'information, y voyant un premier facteur d'uniformisation culturelle.

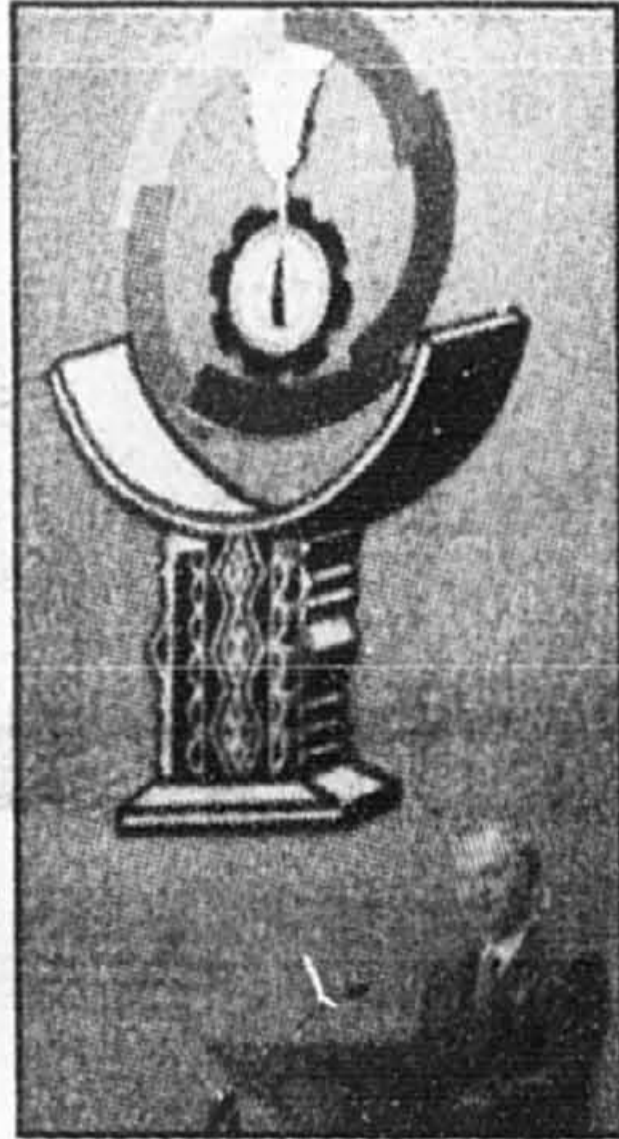
« S'affirmer francophone, c'est enfin combattre un risque majeur pour l'humanité. Ce risque, c'est l'uniformité linguistique et donc l'uniformité culturelle. (...) Défendre le rayonnement de la langue française, c'est en réalité défendre le droit à penser, à échanger, à s'émouvoir, à prier autrement. C'est défendre l'ouverture à autrui et donc la tolérance », a-t-il plaidé.

Le président français a souligné que 90 pour cent des informations diffusées sur Internet étaient en anglais parce que les serveurs et les outils de navigation sont dédiés à l'usage exclusif de cette langue.

La présence du français sur l'inforoute préoccupe beaucoup le Canada, le Québec et le Nou-

VOIR FRANÇAIS EN A2

Autres informations en page A6



Le premier ministre du Canada, Jean Chrétien.

Un sauveur d'églises envoyé par la... divine Providence

YANN PINEAU

Quand Constantin Florea est arrivé au Canada il y a cinq ans, il n'avait rien, sinon ses mains avec lesquelles il fait des miracles. Faites-le entrer dans une église aux murs abîmés, dans une chapelle au bord de la ruine, et d'un coup d'oeil il aura évalué la situation, ses mains cherchant déjà un pinceau pour commencer l'ouvrage.

Car Constantin Florea est non seulement Roumain, mais il est peintre. Peintre et restaurateur d'art sacré. C'est d'ailleurs grâce

à son art qu'il a échappé aux griffes du ministère de l'Immigration en juin 1994. Un jour réfugié politique menacé de déportation, il devenait le lendemain un « cas d'intérêt national »!

Constantin Florea était en effet le seul à pouvoir sauver de la décrépitude les scènes d'inspiration biblique et les multiples décorations peintes sur les murs et le plafond de la chapelle du monastère du Précieux Sang, à Saint-Hyacinthe, au bord de la rivière Yamaska.

VOIR SAUVEUR EN A2

À qui la faute quand une mère tue son enfant ?



RICHARD HÉTU collaboration spéciale

Le mercredi 22 novembre dernier, veille de la Thanksgiving, New York a été plongé dans un drame affreux qui lui a complètement enlevé le goût de célébrer les bienfaits de la vie américaine, comme le veut la fête.

Dans un HLM du Lower East Side, à Manhattan, une mère de six enfants, conçus avec quatre hommes différents, a battu à mort sa fille de six ans, selon l'accusation accablante de la po-



lice. Les détails de l'infanticide ont pétrifié la ville. Et pas seulement à cause du sensationnalisme du crime. Si les citoyens ont réagi avec autant d'émotion, c'est qu'ils ont tous reconnu leur part de responsabilité dans la mort de la petite Elisa.

Ça commence par les voisins de la mère, Awilda Lopez, 29 ans, tellement accrochée au crack que le sang de la petite Elisa avait des traces de cocaïne à sa naissance. Pendant des mois, ils ont entendu des cris et

ROY PERD LES PÉDALES !



PHOTO BERNARD BRAULT, La Presse

Les Red Wings de Detroit ont infligé l'un des pires revers de son histoire au Canadien, hier soir au Forum. Les visiteurs l'ont emporté 11 à 1, et conduit Patrick Roy à des écarts de conduite qui feront les gorges chaudes au cours des prochaines semaines. En deuxième période, après avoir effectué un arrêt de routine et alors que le jeu se poursuivait, Roy avait répondu aux moqueries de la foule en levant les deux bras en signe de victoire. Remplacé par Pat Jablonski, Roy, hors de lui, brisait un autre tabou en se rendant parler à Ronald Corey, le président de l'équipe. À en juger par le regard courroucé de Mario Tremblay, l'affaire aura assurément des lendemains pénibles. De toute son histoire, le Canadien n'a perdu que quatre fois par une marge de 10 buts. Le dernier revers du genre avait été encaissé à Detroit, un mauvais soir de janvier, en... 1942 !

● Notre reportage, dans le tabloïd Sports, pages 2 à 5.

des pleurs d'enfant à travers les murs du logement le Lopez. Ont-ils fait assez pour prévenir la mort d'Elisa ?

La question ne s'adressait pas seulement aux voisins. Mais, selon son témoignage, les policiers n'ont jamais rien fait pour mettre fin au martyre de la petite Elisa. Elle leur a imputé la mort de la fillette.

Une voisine de Lopez, Rosa Garcia, a certes signalé le 911 à quelques reprises. Mais, selon son témoignage, les policiers n'ont jamais rien fait pour mettre fin au martyre de la petite Elisa. Elle leur a imputé la mort de la fillette.

Des questions troublantes

Mais qu'ont fait les services sociaux de la ville ? Dès la naissance d'Elisa, ils ont joué un rôle dans sa vie. Après avoir découvert l'état d'intoxication de la mère, ils ont décidé de confier la garde de l'enfant au père, qui travaillait comme homme à tout faire dans un refuge de sans-abri, à Brooklyn, où il avait fait la connaissance de la mère.

Pendant cinq ans, le père, Gustavo Izquierdo, un immigrant cubain, a traité sa fille de façon exemplaire, selon tous les témoignages. Mais il a été emporté par le cancer l'année dernière. Et la petite Elisa est allée vivre avec sa mère, qui vit de l'aide sociale depuis des années.

Les administrateurs et les enseignants de l'école que fréquen-

tait Elisa s'étaient élevés contre cette décision. Selon eux, Lopez battait déjà Elisa lors des quelques week-ends que la fillette a passés avec sa mère avant la mort de son père. Ils voulaient qu'Elisa soit placée auprès de la cousine de son père, qui avait demandé la garde de l'enfant. Ils ne sont pas les seuls à avoir reconnu chez Elisa des troubles de comportement inquiétants. Elle urinait et déféquait dans son lit et se tirait les cheveux.

Mais les travailleurs sociaux de la ville et les avocats de l'aide juridique ont juré que la mère était apte à élever l'enfant. Quel genre de surveillance ont-ils exercé par la suite pour s'assurer

VOIR FAUTE EN A2

Grèves généralisées en France : un fiasco nommé Juppé



LOUIS-BERNARD ROBITAILLE

collaboration spéciale

Le premier ministre Alain Juppé est-il déjà en train de gagner sa place dans le livre des records Guinness au chapitre des grands fiascos politiques ?

Il y a peu d'exemple d'une telle dégringolade dans l'histoire politique moderne de la France. Rétrospectivement, la socialiste Edith Crésnon (mai 91-mars 92), malgré son amateurisme et ses maladroites, donne l'impression d'avoir eu davantage de tenue, et d'avoir été d'abord victime de l'usure du pouvoir mitterrandien... et de la misogynie de la classe politique.

Le gouffre sans fond dans lequel se trouve plongé M. Juppé six mois à peine après son arrivée à Matignon est tout simplement stupéfiant. Le brillant quinquagénaire qui était plébiscité en mai dernier par l'ensemble du monde politique, et avait au moins les faveurs unanimes de la droite, a réussi, malgré l'état de grâce qui accompagne tout début de septennat, à enregistrer la plus

formidable impopularité qu'ait jamais connue un premier ministre français. Et aujourd'hui, il fait face à un gigantesque mouvement social qui, au cours de la semaine qui vient, peut à tout moment se transformer en nouveau Mai 68, avec paralysie du pays : un mouvement qui, dans ce cas, emporterait celui qui passait pour le meilleur cerveau de sa génération.

Au moment où nous parlons, pratiquement toutes les catégories sociales imaginables — routiers, médecins, fonctionnaires de tout poil, enseignants, étudiants — réclament désormais, non plus l'aménagement, mais le retrait pur et simple de son plan de réforme de la Sécurité sociale. On voit mal comment il pourrait le faire sans démissionner également et laisser sa place au seul joker dont dispose le président Chirac : Philippe Séguin, président de l'Assemblée nationale, gaulliste social et adversaire de la monnaie unique, c'est-à-dire de la politique du franc stable par rapport au mark. Un remplacement qui serait non seulement une humiliation pour Alain Juppé, mais également un désaveu très grave pour le président Chirac.

On dira, bien entendu, que le couple Chirac-Juppé fait face à une redoutable crise des finances publiques et sociales

(déficits structurels intolérables, dette de 900 milliards de dollars), et que la politique d'austérité qui est menée aujourd'hui était à la fois inévitable et extrêmement impopulaire.

Ce n'est pas faux. Mais il convient de noter qu'en avril 1993, lorsqu'Édouard Balladur a été nommé premier ministre de cohabitation de Mitterrand après le débâcle socialiste, il s'est immédiatement trouvé obligé de mettre en place une politique d'austérité plutôt musclée : coupures dans les services, augmentations diverses des impôts, etc. Pendant ce temps, la croissance était même négative pour toute l'année 1993. Et pourtant, plutôt mystérieusement, Balladur est demeuré un premier ministre populaire, jouissant d'une très bonne cote de confiance. Était-ce seulement le fait que les Français étaient tellement contents de s'être débarrassés des socialistes que n'importe quel premier ministre de droite aurait été automatiquement populaire ? On peut porter au crédit de Balladur qu'il ne faisait pas dans la démagogie et qu'il annonçait clairement la politique de rigueur. Peut-être finalement les Français, quoi qu'on dise, apprécient parfois les gens qui leur disent à peu près la vérité.

Le couple Juppé-Chirac, lui, paraît aujourd'hui victime, d'une part d'un in-

crovable amateurisme dans la gestion des affaires, d'autre part de la démagogie délirante que le candidat Chirac avait utilisée pendant la campagne présidentielle pour justement se débarrasser de son rival Balladur.

Le problème, c'est que ce discours ne correspondait pas le moins du monde à la réalité. Ou en tout cas, si l'on voulait vraiment pratiquer une politique de relance, il fallait à tout le moins abandonner la politique du franc fort, qui maintenait les taux d'intérêt à un très haut niveau et asphyxiait l'économie française. Mais, bien que fortement soutenu par Philippe Séguin, Chirac n'avait jamais eu l'intention de prendre ce virage radical, équivalent en fait à une sortie du Système monétaire européen (à l'instar de la Grande-Bretagne). Et, après deux ou trois mois de relatif cafouillage et de mesures plutôt confuses et contradictoires, on en est arrivé très tôt (mais déjà trop tard) à l'heure de vérité. Le 26 octobre, aussi serein qu'il l'avait été pendant sa période « gauchiste », Chirac annonçait les vraies couleurs : priorité absolue, et pour au moins deux ans, à la grande austérité.

On pouvait penser à ce moment-là que le président et son premier ministre avaient touché le fond de l'impopularité, qu'ils ne pouvaient plus que remon-

ter, et que cela les laissait les mains libres pour appliquer la potion saumâtre. Il semble au contraire que la tromperie électorale majeure à laquelle s'était livré Jacques Chirac restait en travers de la gorge des Français, déprimés, angoissés devant un chômage à 12 pour cent, inquiets de l'avenir et accrochés à leurs droits acquis. Ovationné il y a deux semaines au Parlement pour sa réforme de la Sécurité, Alain Juppé, qui s'est révélé un piteux communicateur, et qui s'est entouré de ministres pour la plupart peu séduisants, venait d'ouvrir sans même s'en rendre compte une énorme boîte de Pandore. Pour couronner le tout, il ne s'était même pas rendu compte que son gouvernement, au même moment, remettait en question le statut des cheminots de la SNCF, haut lieu de la résistance sociale.

À la veille de la semaine cruciale où l'on verra se joindre au mouvement (SNCF, poste, Électricité) les personnels hospitaliers, les enseignants, les routiers, les médecins, puis les compagnies aériennes, Alain Juppé fait face à la plus grave crise sociale depuis 27 ans. Vraisemblablement, il aura le choix entre un affrontement potentiellement explosif. Ou la capitulation en rase campagne, lui-même ayant pris soin préalablement d'actionner son fauteuil éjectable.

Demain dans La Presse



Automobile

Pour l'Australie... ou le Québec

Il n'y a pas un Québécois qui ne soit allé au Vermont un jour ou l'autre. Que ce soit pour la plage, la villégiature, la montagne, le ski, même pour l'essence bon marché ou les boutiques hors taxes... Or on ne le sait peut-être pas, mais le Vermont est une terre de prédilection pour la Subaru, parce qu'il s'agit d'un pays de montagne, nous dit Gilles Bourcier, en nous parlant de la Subaru Outback. Quant à Jacques Gagnon, il consacre sa chronique « Auto-rétro » à une voiture très rudimentaire, l'International 1914.

Suite de la Une

FRANÇAIS

Chirac et Chrétien souhaitent que le français occupe plus de place sur l'infoboulevard.

veau-Brunswick. Les trois gouvernements sont arrivés au sommet avec des projets concrets pour corriger la situation. Ils devraient les annoncer d'ici demain.

Fait à noter, les pays francophones veulent s'allier aux hispanophones, aux arabophones et à tous ceux qui parlent une des grandes langues de communication mondiale pour défendre le multilinguisme face à l'anglais.

Présent à la séance d'ouverture, le secrétaire général des Nations unies, Boutros Boutros-Ghali, a joint sa voix à la leur.

« Défendre le multilinguisme, c'est défendre la différence, le respect de l'autre », a-t-il déclaré.

Selon Jacques Chirac, la tâche qui attend les pays francophones est immense et exige que la francophonie se dote d'institutions cohérentes et d'un porte-parole unique.

Le Canada milite depuis longtemps en faveur de la création d'un poste de secrétaire-général de la francophonie. Les chefs d'État et de gouvernement ont entériné cette proposition hier,

lors de leur assemblée plénière à huis clos, et le premier titulaire du poste sera choisi au prochain sommet, dans deux ans.

Selon Jean Chrétien, le virage politique est un défi d'une « impérieuse nécessité » pour la francophonie. Le monde francophone doit « faire entendre davantage sa voix et faire sentir sa présence face à un environnement international où l'on assiste à la multiplication des conflits régionaux et nationaux », a-t-il déclaré.

Cette évolution n'est pas évidente. Lors de leur assemblée plénière d'hier, les leaders présents ont dû oublier l'idée de se

prononcer sur la situation algérienne et ils n'ont pas réussi encore à s'entendre au sujet d'une conférence internationale sur le Rwanda.

Pour les pays africains, la réalisation du front politique francophone doit se traduire par des gestes concrets. « Nos partenaires du Nord doivent se convaincre enfin de la nécessité d'un Plan Marshall pour l'Afrique », a demandé le président Soglo sous un tonnerre d'applaudissements.

Il a rappelé que les deux tiers des pays les plus pauvres du monde sont en Afrique subsaharienne et que la majorité d'entre eux parlent français. □

SAUVEUR

Un sauveur d'églises envoyé par la... divine Providence

Un véritable « envoyé de la divine Providence », selon les religieuses adoratrices du Précieux Sang qui habitent le monastère, mais aussi un expert unique au Québec en restauration d'église.

« Les églises du Québec sont relativement récentes comparées à celles d'Europe, constate M. Florea. Le temps ne fait ici que commencer son œuvre de détérioration des œuvres d'art dans les églises. Il n'est donc pas étonnant que les artistes compétents pour la restauration travaillent tous en Europe. »

C'est tout naturellement là que M. Florea a acquis et cultivé son art. Né il y a 46 ans dans un petit village roumain, à proximité d'une église peinte entre 1426 et 1428, il étudie les beaux-arts jusqu'à 20 ans, puis apprend l'art de la décoration et de la restauration des églises à l'Institut de théologie de Bucarest.

Suivront des années de travail — un travail de bénédictin, il va sans dire —, pendant lesquelles Constantin Florea décore et restaure une vingtaine d'églises et de cathédrales, en plus de réaliser différentes icônes et statues.

Au Québec, outre la chapelle de Saint-Hyacinthe, M. Florea a entièrement décoré et restauré à Montréal l'église de l'Annonciation et l'église Saint-Michel-Archange. Il a également travaillé à l'église Saint-Domenico-Savio, toujours à Montréal, et à l'église Sainte-Marie, à Greenfield Park.

« Pour moi, peindre une église, c'est faire ressortir son amour pour le lieu, explique M. Florea. Cela dépasse la religion, quand on regarde la peinture, on oublie tout. »

Et c'est bien ce qui se serait passé si Constantin Florea



PHOTO ARMAND TROTIER, La Presse

Constantin Florea dans la chapelle de Saint-Hyacinthe où il a travaillé pendant deux ans et demi.

n'était pas passé un peu par hasard par Saint-Hyacinthe.

« On dit que la ville est un second Vatican à cause du nombre d'églises, raconte le peintre. Mais il y avait énormément de travail à faire à la chapelle. Certaines peintures avaient été cachées par d'autres — moins belles —, le plâtre qui soutient les peintures se lézardait à cause de l'humidité et des mouvements du bâtiment, même l'autel en marbre avait définitivement disparu. »

Après deux ans et demi de travaux qui ont coûté environ un million de dollars, la chapelle est presque remise à neuf et

Constantin Florea pense déjà aux prochaines.

« Il est temps de penser à restaurer les églises du Québec avant qu'il ne soit trop tard, dit-il. Je pense par exemple à l'église du Très-Saint-Nom-de-Jésus, à Montréal. Le curé est d'accord, mais il n'a pas d'argent. »

M. Florea se demande donc s'il pourra un jour bénéficier d'une partie des 40 millions qui seront consacrés par le ministère de la Culture à la sauvegarde du patrimoine religieux au cours des cinq prochaines années.

Avec les fonds nécessaires à la restauration d'une autre église, M. Florea ferait d'une pierre

deux coups : il aurait du travail et il pourrait former des apprentis, ce qui constituerait l'embryon d'une école dont rêve le peintre pour former la relève.

Et si le gouvernement ne délègue pas les cordons de sa bourse, Constantin Florea compte sur la générosité de la population pour sauver les églises. On peut contacter M. Florea en écrivant au PRAS Saint-Luc (Peinture et restauration d'art sacré), 1210, rue Provencher, #113, Brossard, J4W 2V8.

Pourquoi Saint-Luc ? C'est le patron des peintres restaurateurs. □

FAUTE

A qui la faute quand une mère tue son enfant ?

que l'enfant était bien traitée ? Étaient-ils trop débordés pour intervenir ou ont-ils tout simplement fermé les yeux sur les signes de la détresse d'Elisa ? Elisa, qui est morte d'une hémorragie cérébrale après que sa tête eut été frappée contre un mur de ciment, mais dont le corps était couvert de bleus et de cicatrices prouvant qu'elle était victime d'abus physiques et sexuels depuis un certain temps déjà ?

Un cas parmi d'autres

En attendant les réponses, la douleur et la révolution ont dominé les réactions des New-Yorkais, y compris ceux qui ont déjà tout vu.

« La pensée qu'une telle chose puisse arriver dans la plus gran-

de ville du monde me rend furieuse, et rien dans mon travail ne me met plus en colère », a déclaré le détective Nancy Farrell, chargée de l'enquête, dans une entrevue au *New York Times*. « A cause de ce que j'ai vu et entendu au cours des derniers jours, j'ai le goût de serrer et d'embrasser chaque enfant que je croise. »

En attendant les réponses, il se trouvera sans doute des politiciens pour détourner le drame à leur profit. L'ironie est amère : à une époque où tous les programmes sociaux sont remis en question, les plus grands malheurs de l'« underclass » américaine servent de plus en plus souvent d'argument à ceux qui veulent détruire l'État-providence.

Une semaine avant la mort de la petite Elisa, le phénomène a été mis en lumière de façon caractéristique dans l'Illinois, où une bénéficiaire de l'aide sociale, enceinte d'un quatrième en-

fant, a été éventrée par le père, qui, selon la police, voulait refiler le bébé à un cousin infertile. Dans sa folie, le père a également tué deux des enfants de la mère.

Au lendemain de ce crime horrible, Newt Gingrich, le leader de la « révolution » républicaine au Congrès, a brandi devant les journalistes un journal qui faisait état du drame.

« Parlons de la déchéance... »

Et il a déclaré : « Parlons de ce que l'État-providence a créé. Parlons de la déchéance morale du monde que la gauche défend. »

« Ce qui ne va plus, a-t-il ajouté, c'est un système d'aide sociale qui paie les gens à ne rien faire. »

Gingrich n'en était pas à sa première déclaration de genre. Il y a un an, au lendemain de la mort de deux enfants noyés par leur mère en Caroline du Sud, et

à la veille des élections législatives, il avait déclaré : « Quand une mère tue ses deux enfants, cela démontre jusqu'à quel point notre société est malade et jusqu'à quel point nous avons besoin de changement. Je pense que les gens veulent du changement, et la seule façon de l'obtenir, c'est en votant républicain. »

A New York, aucun politicien n'a encore tenu ce genre de propos d'un opportunisme de bas étage. Mais la presse de droite a déjà préparé le terrain. Ainsi, dans un éditorial publié mardi dernier, le *New York Post* a écrit : « Awilda Lopez a construit sa vie autour du crack grâce à un système d'aide sociale qui a littéralement subventionné sa toxicomanie en la payant pour avoir des enfants... »

New York et les États-Unis en sont rendus là. Une fillette de six ans est battue à mort. Sa mère est accusée du meurtre. La population s'interroge. Et les démagogues délirent. □

Question du jour

Vous voulez vous faire entendre? Répondez à la question du jour. Pour faire connaître votre opinion, composez le 875-2355; au son de la voix, faites le 220.

Trouvez-vous géniale l'idée d'accorder la semaine de 4 jours aux employés du réseau de la santé sans débours additionnels pour le gouvernement?



La Presse

La quotidienne

à trois chiffres

627

Tirage d'hier

à quatre chiffres

8538

ABONNEMENT	285-6911	ANNONCES CLASSÉES	285-7111
Le service des abonnements est ouvert du lundi au vendredi de 7 h à 17 h 30		lundi au vendredi de 8 h 30 à 17 h 30	285-7111
REDACTION	285-7070	Décès, remerciements	285-6816
PROMOTION	285-7100	GRANDES ANNONCES	
COMPTABILITÉ		Détailants	285-6931
Grandes annonces	285-6892	National, Télé+	285-7306
Annonces classées	285-6900	Vacances, Voyages	285-7265
		Carières et professions, nominations	285-7320

La Presse

LA PRESSE est publiée par LA PRESSE, L.T.E.E., 7, rue Saint-Jacques, Montréal H2Y 1K9. Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de LA PRESSE et celles des services de la Presse Associée et de Reuter. Tous droits de reproduction des informations particulières à LA PRESSE sont également réservés. « Envois de publication canadienne — Contrat de vente numéro 0531650 » Port de retour garanti. (USPS003692) Champlain N.Y. 12919-1518.

RENSEIGNEMENTS 285-7272



CODE DU JOUR

48-7

DIMANCHE 3 DÉCEMBRE 1995

Économisez \$ en vous abonnant à La Presse au 285-6911

Vous recevrez votre quotidien à votre porte, très tôt le matin! Vous serez mieux informé(e) et vous réaliserez des économies substantielles sur le prix en magasin.

De plus, simplement parce que vous êtes abonné(e) à La Presse, vous courez la chance de gagner régulièrement de magnifiques prix, billets de spectacles, d'expositions, livres, disques...

Y aura-t-il gel des loyers cet été à Montréal ?

YANN PINEAU

Les locataires de Montréal pourraient espérer un gel des loyers lors du renouvellement de leur bail, l'an prochain, si la réduction des taxes foncières annoncée jeudi dans le budget de l'administration Bourque est prise en compte par les propriétaires.

Selon le conseiller municipal Marvin Rotrand, de la Coalition démocratique-Montréal écologique (CDME), il serait tout à fait normal que les propriétaires fassent profiter leurs locataires de la baisse des taxes foncières sur la plupart des immeubles à logements de la ville.

Sur les 4567 immeubles à appartements de Montréal, 4430 (soit 97 %) bénéficieront d'une réduction de leurs taxes. De ce nombre, 383 auront leur fardeau allégé de plus de 2 % et 192 de plus de 5 %.

Pour ce qui est des multiplex (les immeubles de 4 à 11 logements), la baisse des taxes foncières touche 12 159 édifices sur 14 888. Près de 90 % des triplex et plus de 85 % des duplex bénéficient également d'une réduction des taxes.

Constatant ces données, M. Rotrand invite les locataires à s'informer de la situation fiscale de leur immeuble à partir du mois de janvier auprès du bureau d'Accès Montréal de leur quartier.

Selon le conseiller municipal, les locataires ont tout intérêt à évaluer leur prochain bail à la lumière du fardeau fiscal de leur propriétaire.

Il ne faut toutefois pas s'attendre à des élans de générosité incontrôlables de la part de ces derniers, si l'on en croit les représentants de deux associations de propriétaires interrogés hier.

Pierre Aubry, président de la Ligue des propriétaires, estime que la réduction des taxes est bien mince et que les dépenses d'assurance, par exemple, ont beaucoup augmenté ces dernières années.

« Je ne dis pas que les loyers vont augmenter, mais ce n'est pas cette minuscule baisse qui va justifier un gel des loyers », affirme M. Aubry, qui représente 1200 propriétaires.

Pour Louise Roy, présidente de la Centrale immobilière Mérite (600 pro-

priétaires), la hausse du coût des assurances est effectivement un facteur important dont on doit tenir compte dans les loyers.

« De plus, les propriétaires n'ont pas pu absorber les hausses de taxes des cinq ou six dernières années à cause de l'état du marché de la location », explique Mme Roy.

Selon M. Aubry et Mme Roy, c'est d'ailleurs le taux de vacance élevé sur le marché des logements qui provoquera une baisse ou un gel des loyers si un tel phénomène doit se produire.

« Dans un marché comme celui-là, la loi de l'offre et de la demande a beaucoup plus d'impact que les artifices des gouvernements », dit M. Aubry.

La patiente sera libérée même si elle peut s'avérer dangereuse

ÉRIC CLÉMENT

La Commission des affaires sociales a récemment renversé la décision du Centre hospitalier Robert-Giffard, de Québec, de maintenir une patiente en cure fermée, même si l'état de santé de cette dame demeure fragile.

Mme Tremblay (nom fictif) est âgée de 41 ans. À la suite des rapports de deux psychiatres, le Centre hospitalier Robert-Giffard a émis une ordonnance, le 12 mai dernier, afin de l'envoyer en cure fermée. Les psychiatres estimaient que Mme Tremblay « a des comportements désorganisés, qu'elle est tonique, paranoïde impulsive et manifeste de l'agressivité verbale ».

Le 25 mai, un psychiatre évalue de nouveau l'état de santé de Mme Tremblay et recommande de maintenir la « garde en établissement ». La Commission s'oppose alors à une première demande de Mme Tremblay qui veut quitter l'hôpital psychiatrique.

Le 1^{er} août, la Cour supérieure ordonne un traitement à Mme Tremblay, malgré son refus et contre son gré et ce, pour une durée de trois ans. On lui injecte alors des doses de médicaments (du Modécate) à trois reprises.

Son médecin traitant fait ensuite état d'une amélioration de l'état de santé de la dame, « quoi qu'elle demeure sans autocritique véritable et qu'elle refuse de reconnaître une relation entre la médication et l'amélioration de son état ». L'hôpital psychiatrique considère alors que Mme Tremblay doit rester en cure fermée car si on cesse de lui administrer du Modécate, « elle redeviendra dangereuse pour elle-même ou pour autrui de façon inévitable ».

Devant la Commission des affaires sociales, Mme Tremblay a contesté en septembre l'effet bénéfique du traitement et fait part de son vœu de quitter l'hôpital pour aller poursuivre des études entreprises il y a quelques années.

Toutefois, « devant la constatation de son médecin traitant, à l'effet qu'elle ne présente pas dans l'immédiat » de danger, tant pour elle-même que pour autrui, Me Daniel Lamonde, membre de la commission, et les psychiatres Jacques Labrie et Pierre Martel ont décidé de « lever la cure fermée de Mme Tremblay », inversant du coup la décision du centre hospitalier.

Le père Noël en a oublié qu'il lui restait deux ans à tirer

ÉRIC CLÉMENT

Le père Noël était si heureux, hier, qu'il en avait oublié qu'il lui restait au moins deux ans de prison à faire à l'établissement carcéral Leclerc, à Laval.

Il faut dire qu'il était fort occupé le père Noël, hier après-midi. Dans un gymnase de la prison transformé en salle des fêtes, il a porté des enfants sur ses genoux. Il a sorti de son traîneau des cadeaux à la pelle déclenchant des cris de joie. En un mot, il a donné du vrai bonheur à des jeunes de 7 à 30 ans, handicapés intellectuels pour qui le père Noël sera toujours le père Noël.

Il s'agissait pour Yves Dastous de sa deuxième expérience de père Noël à l'occasion de la fête traditionnelle qu'organise chaque fin d'année, depuis six ans, les détenus de Leclerc pour des handicapés intellectuels. Quelque 80 détenus ont passé la journée avec « leurs » 26 enfants, qui venaient de deux organismes, *L'Ami du déficient mental* et *La joie des enfants*.

Emprisonné depuis cinq ans pour vol, le père Noël d'un jour était ravi de voir briller les yeux de ces enfants : « Ça m'apporte beaucoup de choses en dedans, a dit Yves Dastous, âgé de 33 ans. On oublie qu'on est ici. On a un coeur, quand même. Et après toutes ces années de prison, mes valeurs ont changé. »

« Tous les enfants se font des amis. Ils ont tous un parrain, explique Lise Séguin, présidente de La joie des enfants. Ça permet aussi aux familles d'avoir du répit pendant une journée. »

Des ventes de hot-dogs et une loterie entre prisonniers ont permis aux détenus d'offrir des cadeaux aux « enfants » (plusieurs handicapés étaient plus âgés que certains détenus) : « J'ai eu un sac à dos, je suis bien content », a dit le jeune Kenneth Burns.

Marie-Josée, émue d'avoir eu une poupée, a dansé avec le père Noël. François, lui, voulait embarquer dans le traîneau. Une petite fille et un détenu s'amusait à passer des fils à travers un patron en carton. Roger avait encore en tête les moments passés avec son parrain, Normand Morin, à jouer au hockey.



PHOTO BERNARD BRAULT, La Presse

Pour une deuxième fois en cinq ans, le détenu Yves Dastous de la prison fédérale Leclerc, à Laval, s'est transformé en père Noël, hier après-midi, pour la plus grande joie de 26 enfants handicapés intellectuels mais aussi de 80 prisonniers qui avaient choisi de s'amuser avec eux, le temps d'une journée.

Pour un détenu, la journée avait une saveur particulière. Jean-François Leboeuf, qui collabore à l'accueil des handicapés intellectuels et aide fréquemment les détenus toxicomanes, vit dans l'attente d'une décision de justice quant à sa possible extradition en Floride, dès le 7 décembre. Signe d'espoir, il venait de recevoir

une copie d'une lettre envoyée vendredi par la directrice de l'école de la prison, Josée Kaigle, au ministre de la Justice, Allan Rock. Notant le dévouement de M. Leboeuf, elle écrit qu'« il serait dommage que le Canada perde un citoyen qui pourrait dans un avenir proche apporter de l'énergie positive dans une société qui en a besoin ».

Octogénaire tuée à coups de marteau par son mari

Il s'agit de la quatrième femme tuée depuis une semaine dans la région de Montréal

RAYMOND GERVAIS

Un homme de 74 ans qui avait été expulsé par la police de son domicile à la demande de sa femme, peu après minuit dans la nuit de vendredi à samedi, est revenu vers les 5 h 30 à la maison et y a tué son épouse de 80 ans à coups de poing et de marteau.

Selon la police, la victime, Mme Louise Plante-Ouellette avait fait évincer son mari qui était en état d'ébriété en début de nuit à la suite d'une violente prise de bec survenue entre l'octogénaire et le septuagénaire.

Lorsque les agents se sont présentés à l'appartement du couple situé au 6060, 29^e Avenue, dans le quartier Rosemont à Montréal, peu après minuit, rien ne semblait indiquer qu'un tel drame pourrait survenir quelques heures plus tard. D'ailleurs, Mme Plante-Ouellette a refusé de porter plainte contre son mari, précisant aux agents qu'elle désirait uniquement qu'il parte puisqu'il était en état d'ébriété. L'homme devait cependant revenir à la maison quelques heures plus tard.

C'est à ce moment qu'il aurait frappé à plusieurs reprises à coups de poing son épouse qui s'est écroulée. Constatant qu'elle respirait toujours et qu'elle n'était pas morte, l'homme s'est alors emparé d'un marteau pour lui en assener plusieurs coups.

Quelques minutes plus tard, le meurtrier appela lui-même la police pour l'aviser qu'il venait de tuer sa femme.

À l'arrivée des agents à l'appartement, Mme Plante-Ouellette gisait dans une marre de sang. Le mari n'a opposé



PHOTO FERNAND MERCIER, collaboration spéciale

Les employés de la morgue transportent le corps de Mme Louise Plante-Ouellette, 80 ans, assassinée hier par son mari de 74 ans.

aucune résistance à son arrestation et a confessé son crime.

Selon des voisins du couple, des cris et des bruits ont été entendus provenant du logement où s'est déroulé le drame durant la soirée de vendredi.

Une résidente du même édifice a indiqué hier à *La Presse* qu'elle soupçon-

nait que quelque chose n'allait pas dans ce couple.

« Ce n'est pas la première fois qu'on entend des cris provenant de cet appartement. Son mari buvait et il n'était pas commode lorsqu'il prenait un coup. Toutefois, jamais je n'aurais pensé qu'une chose semblable puisse se pro-

duire ici. Ça fait peur et vous savez à notre âge, lorsqu'on entend des cris on s' imagine toutes sortes de choses et l'on vérifie si notre porte est bien verrouillée », a indiqué la vieille dame qui a catégoriquement refusé de s'identifier, craignant des représailles.

Par ailleurs, l'enquête concernant l'assassinat de l'agent Odette Pinard, tuée d'une balle en pleine figure lundi, à l'intérieur du poste de police communautaire 1 A du SPCUM à Cartierville, progresse à pas de tortue. De nombreuses informations ont été recueillies jusqu'à maintenant par les enquêteurs chargés d'élucider ce crime, mais les limiers sont avares de commentaires, craignant que la diffusion des informations dans les médias, nuisent à l'enquête déjà très difficile. Toutefois, *La Presse* a appris de bonne source que des éléments du puzzle commencent à prendre forme et que les longues heures d'enquête commenceraient à donner des dividendes. Les policiers posséderaient au moins une piste sérieuse.

Quant aux deux autres meurtres commis plutôt cette semaine à Montréal, soit celui de Sylvie Samson, une mère de famille de 37 ans, tuée à l'heure du souper à quelques portes de chez-elle mardi sur la 3^e Avenue dans le quartier Pointe-aux-Trembles et celui d'une autre femme, Ginette Boucher, 43 ans, dont le cadavre a été découvert jeudi derrière le 5205, rue Notre-Dame Ouest, les enquêteurs ne disposent toujours que de très peu d'éléments. Les limiers se sont mis à fouiller le passé des deux victimes espérant ainsi découvrir un motif puis une piste.



TROIS MORTS SUR LES ROUTES

La chaussée glissante a fait trois morts, vendredi soir, au Saguenay et dans les Bois-Francs. Un couple de Chicoutimi, Michel Turcotte, 44 ans, et Francine Morin, 43 ans, ont perdu la vie lors d'une violente collision frontale sur la route 172, à Saint-Fulgence, au Saguenay, vers 23 h 15. Le véhicule conduit par Mme Morin aurait d'abord dévié vers l'accotement. Une manœuvre pour tenter de le ramener vers le centre de la chaussée aurait ensuite provoqué un dérapage et une collision avec la voiture de Lise Pilote, 34 ans, de Saint-Fulgence. Cette dernière a été grièvement blessée. Par ailleurs, Alain Vachon, un homme de 28 ans résidant à Inverness, a péri dans une collision, vers 21 h, sur la route 267 à Plessisville, près de Victoriaville. Sa compagne, Chantale Pomerleau, a perdu la maîtrise de sa voiture lorsqu'elle s'est mise à dérapage au moment où elle croisait un véhicule venant en sens inverse. Mme Pomerleau a subi des blessures qui ont nécessité son hospitalisation.

GARÇONNET GRAVEMENT BLESSÉ

Un garçonnet de cinq ans a été happé par une automobile hier midi, dans le quartier Pointe-aux-Trembles, à Montréal, au moment où il traversait la rue en courant. L'accident est survenu sur le boulevard Henri-Bourassa, à l'intersection de la 41^e Avenue. Selon la police, l'enfant, ainsi que deux autres jeunes âgés de 10 et 11 ans, s'amusait à glisser sur la côte du viaduc du boulevard Henri-Bourassa. À un certain moment, les enfants ont décidé de traverser la rue. Les deux plus vieux y ont réussi sans encombre, mais le plus petit, qui courait moins vite et qui par sa petite taille était moins visible, a été frappé par une automobile dont la conductrice n'a pu l'éviter. Le choc a été très violent et l'enfant a été projeté à proximité. Souffrant de graves blessures à la tête, le petit a d'abord été transporté à l'hôpital Maisonneuve, puis à Sainte-Justine, où il reposait hier dans un état extrêmement grave.

DRUMMONDVILLE SOUS PRESSION

Les cols bleus de Drummondville font la grève des heures supplémentaires depuis minuit hier matin. Le syndicat CSN représentant les 80 cols bleus de Drummondville a toutefois conclu une entente pour assurer les services essentiels. Il y aura donc épandage d'abrasifs, enlèvement de la neige à partir de 9 cm et les cols bleus seront en poste en cas de bris ou gel des conduites d'égout, d'aqueduc et pour toute situation d'urgence. Le principal point en litige demeure les salaires. Le syndicat réclame dix pour cent sur trois ans alors que la ville offre 4,5 pour cent. La convention collective des cols bleus de Drummondville est échu depuis le 31 décembre 94. Le syndicat n'exclut pas avoir recours à un médiateur si l'impasse persiste.

INDIVIDU RECHERCHÉ

Dans l'après-midi du jeudi 26 octobre 1995, vers 13 h, un individu se rend au 5200, rue Beaubien Est, soit au Dépan-Escompte Couche-tard, situé au coin de la 41^e Avenue, dans le quartier Rosemont, à Montréal. L'intrus se présente à la caissière, prétextant y effectuer un achat. Comme l'employée s'apprête à lui remettre sa monnaie, il renverse sur elle des étagères à friandises et s'empare de la recette. L'agresseur s'enfuit à pied vers le sud par la 41^e Avenue. L'assaillant est un homme dans la trentaine. Il mesure environ 1,85 m et pèse 82 kg. Il avait des cheveux noirs coupés courts, avec une calvitie partielle, et arborait une barbe. Il s'exprimait en français. Le suspect était vêtu d'un chandail à manches longues de couleur grise et d'un pantalon noir. On impute au même individu au moins sept autres vols qualifiés similaires perpétrés dans le secteur nord-est depuis le mois d'août. Toute personne possédant des informations sur cet individu est priée de communiquer avec le programme Info-crime en composant le 393-1133 où toute information sera traitée confidentiellement.

ROUTE FERMÉE SUR LA CÔTE-NORD

Environnement Québec n'a pas encore rouvert un tronçon de la route 138, sur la Côte-Nord, fermé depuis vendredi soir à la suite d'un déversement d'acide sulfurique. Le liquide s'est échappé d'un camion-citerne impliqué dans une collision avec un semi-remorque qui a fait deux morts. Les victimes de l'accident sont Gaetan Talbot, un résident de Rivière-Colombien, âgé de 35 ans, et Jean-Guy Bilodeau, 54 ans, de Clermont, les deux chauffeurs des poids lourds. Une explosion a immédiatement suivi la collision. Puis, c'est le diesel qui s'est enflammé, calcinant les carcasses et leurs occupants. Le travail des équipes de pompiers des environs appelées sur les lieux a été grandement compliqué par la présence d'acide sulfurique dans la citerne. Le produit pur à 93 pour cent est très corrosif et il réagit au contact de l'eau.

Le nouveau spectacle du
CIRQUE DU SOLEIL

LE VOYAGE RECOMMENCE
Départ le 23 avril
AU VIEUX-PORT DE MONTRÉAL

Billets en vente maintenant
sur le réseau ADMISSION
(514) 790-1245 / 1-800-361-4595
Vente de groupes (514) 522-9272

Le ministre Bégin risque de se retrouver seul pour couper à l'aide juridique

CAMILLE BEAULIEU
collaboration spéciale
ROUYN-NORANDA

Le ministre de la Justice du Québec, Paul Bégin, aura fort à faire pour respecter l'objectif de compressions de 18 millions en effectuant une réforme du système québécois d'aide juridique. La vingtaine d'organismes qui ont déposé ces jours derniers à Montréal devant le comité Schabas, mis sur pied au début de novembre pour soumettre des recommandations précises au ministre, ont tous plaidé en faveur du statu quo.

« Tous les intervenants : le barreau du Québec, les ACEF, la CSN, les syndicats et associations d'avocats, le Front commun des assistés sociaux ou le

Regroupement provincial des maisons d'hébergement, tous ont plaidé pour l'intégrité du système québécois d'aide juridique, l'un des plus performant et des moins dispendieux au pays », résumait hier soir à l'issue des audiences le président de la Fédération des avocats et avocates d'aide juridique du Québec, Me Paul Faribeu.

Malgré les attentes du ministre, poursuit Me Faribeu, les audiences n'ont pas révélé de coupures magiques.

Les modifications prévues au projet de loi 87, Loi modifiant la Loi sur l'aide juridique, déposée le 11 mai dernier par le ministre Bégin et adoptée en première lecture par l'Assemblée nationale, avaient soulevé un tollé.

Environ un tiers des 300 000

Québécois qui bénéficient chaque année des services de l'aide juridique, estimaient-on en divers milieux, cesseraient d'être couverts par le système.

Les propositions du ministre, éliminant de la couverture par le système les récidivistes, les prévenus n'encourant pas de peines d'emprisonnement, et les citoyens aux prises avec des tribunaux administratifs liés à l'assurance-chômage, la sécurité du revenu, et la Société de l'assurance-automobile du Québec, soulevaient, selon plusieurs, d'épineuses interrogations par rapport au respect des chartes des droits et libertés.

En quatre journées d'audiences, qui se clôturaient hier à Montréal, de la vingtaine d'organismes ayant déposé un mémoire, seul le Comité des avocats de

pratique privée, un comité indépendant du Barreau du Québec, a suggéré des réductions de la couverture de l'aide juridique au Québec : en matière de sécurité routière, dans le cas d'infractions aux lois provinciales et aux règlements municipaux, et, coup de Jarnac à des collègues soupçonnés de tenter d'empêcher dans leurs chasses gardées, en matière de droits notariaux.

Le ministre Paul Bégin aura donc fort à faire pour respecter le diktat imposé l'an dernier par le Conseil du trésor : des économies de 33 millions au ministère de la Justice.

La réforme de l'aide juridique devait permettre d'atteindre 55 % de cet objectif, soit 18 millions.

L'aide juridique représente 25 % du budget annuel du ministère de la Justice au Québec.

Axworthy ment, dit Action Chômage

ÉRIC CLÉMENT

■ S'opposant à la nouvelle réforme fédérale de l'assurance-chômage, le Mouvement Action Chômage de Montréal (MACM) affirme que le ministre du Développement des ressources humaines, Lloyd Axworthy, ment quand il dit que celle-ci vise à faire des économies.

« Depuis l'adoption de la loi C-21 en 1990, Ottawa ne met plus un sou dans la caisse de l'assurance-chômage, explique Hans Marotte, président du MACM. Ce ne sont pas les coupures proposées qui réduiront le déficit. Le ministre ment en affirmant ça. »

Le MACM argumente son opposition : « La caisse de l'assurance-chômage affiche un ex-

cédent de 1,3 milliard et, selon le propre budget du ministre, on prévoit cinq milliards pour la fin de 96 », explique M. Marotte. Selon lui, si Ottawa purge cette caisse, il s'agira d'un « détournement de fonds aussi odieux que celui pratiqué par les libéraux provinciaux dans la caisse de la Société de l'assurance automobile du Québec ».

La réforme Axworthy est « totalement injustifiée », selon lui, car elle touchera « encore plus lourdement » les travailleurs à temps partiel et entrainera « une augmentation de la misère humaine avec le lot de problèmes que cela engendre ». Il dit que Statistique Canada se trompe et que le vrai taux de chômage atteint 20 % au Québec, soit « un travailleur sur cinq ».

C'est vrai, il n'existe pas qu'un seul père Noël mais bien cinq

YANN PINEAU

■ C'est vrai, le père Noël n'existe pas. En fait, il y en a cinq !

Tous ces pères Noël, dont deux femmes, se feront même un plaisir de vous convaincre qu'ils sont le « vrai » père Noël si vous allez les voir au musée de la Pointe-à-Callière d'ici au 7 janvier.

En parcourant le musée d'archéologie et d'histoire, vous croiserez l'un ou l'autre de ces personnages qui tente de rallier à sa cause des enfants subjugués et leurs parents.

Saint Nicolas, évêque né en Asie mineure au IV^e siècle, est

surtout connu des enfants d'Allemagne, de Suisse, de Hollande, de France et d'Autriche.

S'appuyant sur sa croce quand il se penche pour parler aux enfants, il leur explique que c'est lui qui apporte des cadeaux aux enfants sages le 6 décembre.

On le soupçonne toutefois de passer sous silence la présence du père Fouettard qui l'accompagne toujours et qui, lui, distribue des punitions aux enfants moins sages.

On rencontrera aussi la Befana, une vieille femme au nez et au menton crochus qui descend dans les cheminées le jour de l'Épiphanie pour laisser des présents à ceux qui le méritent.

Bien connue en Italie, elle prend un malin plaisir à ne donner qu'oignons rouges, cendres et charbon aux chenapans.

Melchior, vieux roi d'Arabie et de Nubie, est parti de Perse en compagnie des deux autres Rois mages, Balthazar et Gaspard.

Ils suivaient l'étoile qui les

guidait vers l'enfant Jésus. On a retrouvé sa trace en Espagne où il distribue des cadeaux aux enfants le 6 janvier, jour de la fête des Rois.

Selon la légende, la Babouchka reçut la visite des Rois mages qui suivaient l'étoile.

Cette grand-mère russe décida alors d'aller voir elle aussi l'enfant Jésus, mais ne le trouva pas.

Depuis, elle passe chaque année de maison en maison à la recherche de l'enfant-roi et laisse des jouets aux enfants.

Enfin, le plus connu des pères Noël en Amérique du Nord, Santa Claus, tentera lui aussi de séduire ses visiteurs.

Son nom est en fait une déformation de Santa Star, le nom de saint Nicolas quand il est arrivé à New York au XVII^e siècle. Santa Claus doit son allure joviale à l'imagination d'un poète du siècle dernier, Clément Clarke Moore.

Ces cinq pères Noël attendent les visiteurs tous les jours de 12h30 à 16h30, sauf les lundis.



PHOTO RENÉ FOLEY, collaboration spéciale

Vous allez croiser ces pères Noël au musée de la Pointe-à-Callière d'ici au 7 janvier.

RÉSULTATS
lotto-québec
Mini
Tirage du 95-12-01

NUMÉROS	LOTS
215666	50 000 \$
15666	5 000 \$
5666	250 \$
666	25 \$
66	5 \$
21566	1 000 \$
2156	100 \$
215	10 \$

INTER
Tirage du 95-12-01

NUMÉROS	LOTS
273682	250 000 \$
73682	2 500 \$
3682	250 \$
682	25 \$
82	10 \$

Quotidienne
Tirages du 95-11-26 au 95-12-02

DIMANCHE	NUMÉROS	LOTS
	046	7752
LUNDI	760	8007
MARDI	258	1639
MERCREDI	472	0836
JEUDI	174	3895
VENDREDI	529	6217
SAMEDI	627	8538

Banco
Tirage du 95-12-01

NUMÉROS	LOTS
2	11
13	16
19	28
34	34
35	37
42	45
46	46
48	52
59	67
69	69

SUPER 7
Tirage du 95-12-01

NUMÉROS	LOTS
1	22
25	29
31	39
42	42

Extra
Tirage du 95-12-01

NUMÉROS	LOTS
539299	100 000 \$
39299	1 000 \$
9299	250 \$
299	50 \$
99	10 \$
9	2 \$

RÉSULTATS
lotto-québec
649
Tirage du 95-12-02

GAGNANTS	LOTS
6/6	2
5/6+	0
5/6	18
4/6	968
3/6	14 670

Extra
Tirage du 95-12-02

NUMÉROS	LOTS
356147	100 000 \$
56147	1 000 \$
6147	250 \$
147	50 \$
47	10 \$
7	2 \$

SELECT
Tirage du 95-12-02

GAGNANTS	LOTS
6/6	2
5/6+	0
5/6	18
4/6	968
3/6	14 670

SUPER 7
Tirage du 95-12-01

GAGNANTS	LOTS
7/7	0
6/7+	0
6/7	28
5/7	1 790
4/7	37 226
3/7+	35 177
3/7	312 578

Extra
Tirage du vendredi

NUMÉROS	LOTS
539299	100 000 \$
39299	1 000 \$
9299	250 \$
299	50 \$
99	10 \$
9	2 \$

BENIX & Co.
LIQUIDATION D'ARTICLES MÉNAGERS
\$5,000,000
OUVERT AUJOURD'HUI 10 h - 17 h

ÉCONOMISEZ JUSQU'À 70%

POÊLE À FRIRE
Silverstone anti-adhésive
Prix cour. 19,99 \$

ENSEMBLE DE WOK 7 PIÈCES
Prix cour. 24,88 \$

BATTERIE 10 PIÈCES
MILANO
EN ACIER INOX 18 / 10
FOND TRIPLE COUCHE
Prix cour. 499,99 \$

249,99 \$

OFFRE DE DURÉE LIMITÉE
Grande prime d'ouverture
MARMITE 16 PINTES
GRATUITE!

5220, BOUL. MÉTROPOLITAIN EST
7335, BOUL. DÉCARIE

Insatiable



Quand on aime, on ne compte pas. Et la Grand Am est vorace.
Freins ABS aux quatre roues, sacs gonflables et poutrelles de protection latérales, elle dévore les kilomètres en toute sécurité.



GRAND AM **PONTIAC**
LA PASSION DE CONDUIRE



« Education Alternatives », qui veut enseigner tout en donnant le sens des responsabilités aux écoliers, estime que son principal atout c'est son accès au crédit, impossible pour une institution publique, et que ses emprunts se paieront grâce à des économies réalisées via le dégraissage bureaucratique.

La vogue du privé

Quand les parents voient que ça bouge, ils ont tendance à s'impliquer davantage

AGNÈS GRUDA

Il y a trois ans, la ville de Baltimore, dans le Maryland, a décidé, en désespoir de cause, de confier la gestion de ses neuf écoles — huit élémentaires et une secondaire — à une firme privée, Education Alternatives. Le responsable local de cette compagnie, Ramon Harris, a travaillé pendant vingt ans comme représentant des ventes pour la compagnie Xerox. Cet expert des photocopieuses a maintenant pas loin de 5000 enfants sous sa gouverne !

2. Les bureaux d'Education Alternatives sont logés au sous-sol d'une des neuf écoles « privatisées », campée au milieu d'un quartier désolé, dans un décor de rues vides et de fenêtres barricadées. Sur le mur d'un corridor, Ramon Harris a accroché une sorte de montage post-moderne : des bouts de tuyaux percés, des pièces de métal rouillées. Question de ne pas oublier dans quel état se trouvait l'école au moment où la compagnie l'a prise en main.

« Le système de chauffage ne fonctionnait pas, il n'y avait pas de portes dans les toilettes, les murs étaient écaillés, la plomberie défaillante », raconte M. Harris. Selon lui, le bâtiment était inhabitable. Comment voulez-vous étudier dans ces conditions ?

Education Alternatives est financée par la commission scolaire, selon le tarif per capita habituel. Mais elle peut aussi emprunter. Dès son arrivée, la compagnie a investi dix millions de dollars pour améliorer l'état physique des bâtiments, mais aussi pour de l'équipement scolaire, dont un nouveau laboratoire d'informatique. Voilà pour les résultats visibles qui, de l'avis de tous,

ont eu un impact positif : quand les parents voient que ça bouge, ils ont tendance à s'impliquer davantage.

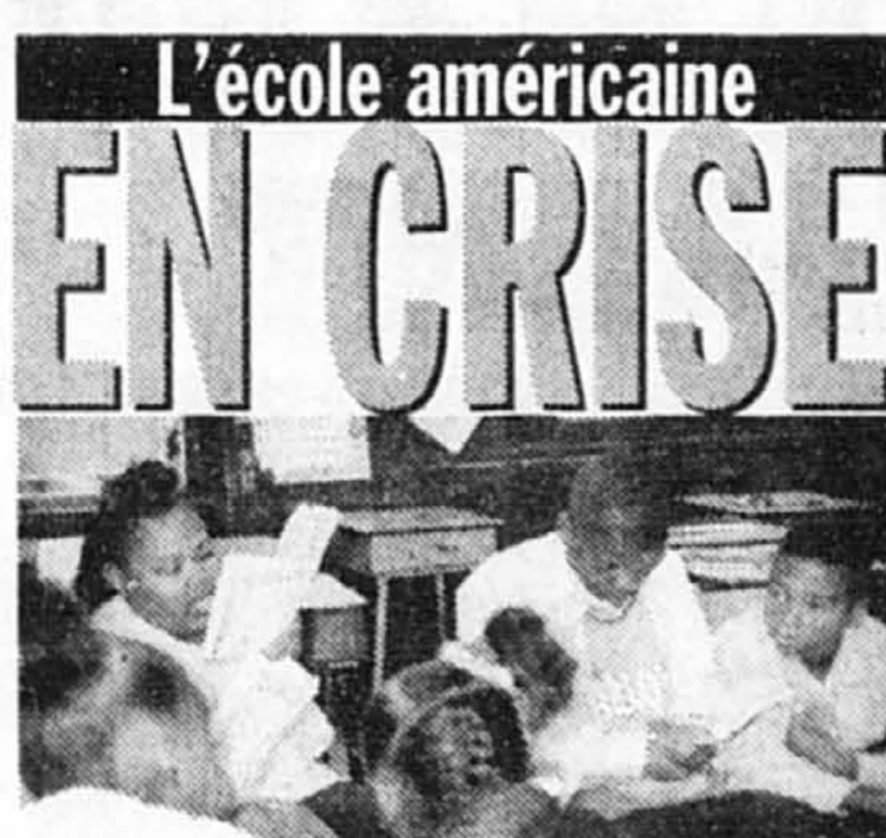
Pour le reste, la philosophie pédagogique de la compagnie est plutôt simple. On met l'accent sur l'enfant. Les classes se font en petites tables rondes. Et les élèves éprouvant des difficultés d'apprentissage sont intégrés dans les cours réguliers. Education Alternatives estime que son principal atout, c'est son accès au crédit, impossible pour une institution publique. Et que son emprunt se paiera grâce à des économies réalisées via le dégraissage bureaucratique.

Les résultats demeurent incertains. Les notes des élèves ont baissé dans un premier temps, pour remonter légèrement l'an dernier. « Les résultats scolaires, ce n'est qu'un aspect du problème », affirme toutefois Lawrence Leak, un professeur de l'Université du Maryland qui a codirigé une étude sur les écoles privatisées pour le compte de la Ville, laquelle devait décider si elle allait renouveler le contrat.

« Quand on parle aux élèves, ils disent que maintenant, ils aiment les mathématiques et les sciences, qu'ils ont du plaisir à aller à l'école. C'est un progrès inestimable. »

Dans son étude, M. Leak a constaté un petit hic : les écoles privatisées ont eu un coup de pouce financier, un cadeau caché d'un million de la part de la commission scolaire. C'est un million de moins pour les écoles traditionnelles. Il s'interroge aussi sur l'impact de l'abolition des classes « difficiles », qui a permis à Education Alternatives d'économiser sur les salaires des professeurs spécialisés. Mais à quel prix ?

UNE FORMATION ALTERNATIVE
Baltimore a néanmoins renouvelé son



contrat. Son expérience n'est pas unique et le débat sur la privatisation des écoles publiques fait rage à travers le pays. Education Alternatives tente de percer à Washington. D'autres compagnies s'intéressent à la formule. Principal adversaire : les syndicats d'enseignants. Dans ses bureaux de la capitale, David Dorn, directeur de la puissante Fédération des enseignants (FTE), critique farouchement la vogue de la gestion privée. « C'est une solution rapide (quick fix), on repeint les murs des écoles. Mais qui va payer pour les profits qu'empoche- ront les compagnies privées ? Où vont-elles les trouver ? Que va-t-on faire si une compagnie fait faillite ou disparaît de la carte ? »

Pour M. Dorn, la privatisation est une réponse au désespoir. « Dites à un chauve que vous avez une potion magique pour faire repousser ses che-

veux, il va l'essayer à coup sûr. » Opinion que partage Mark Walsh, journaliste à l'hebdomadaire spécialisé Education Week : « Les gens sont excédés. Ils n'en reviennent pas qu'une employée de McDonald soit incapable de calculer la monnaie dès que sa caisse enregistreuse fait défaut. Ils sont prêts à tout pour brasser le système. »

LES BONS PUBLICS

Pour plusieurs Américains, le grand brassage scolaire passe par l'instauration d'une féroce compétition entre les écoles publiques et privées. Ce sont les adeptes des vouchers, ou bons publics permettant aux enfants de familles pauvres de s'inscrire dans une école privée.

L'État du Wisconsin a lancé le bal il y a quatre ans, en donnant de tels bons aux enfants les plus démunis de Milwaukee. Le calcul est simple : l'éducation publique dans cet État coûte 3600 dollars « publics » par enfant chaque année. Au lieu de subventionner l'école publique, les parents disposent du montant et peuvent envoyer leurs enfants à l'école de leur choix.

Dans un premier temps, les bons d'instruction n'étaient valables que pour les écoles non confessionnelles. Cette année, l'État a décidé d'étendre la méthode aux écoles religieuses. Les syndicats d'enseignants n'ont pas fait que hurler. Ils ont décidé de poursuivre l'État devant les tribunaux, jugeant que le projet était contraire à la Constitution américaine. Les procédures judiciaires se poursuivent, mais en attendant, des donateurs privés ont

recueilli 1,5 million pour permettre à quelque 2000 élèves de continuer leurs études privées.

Soeur Renee Olivier, de l'association Citizens for freedom of education, croit dur comme fer que les vouchers sortiront l'école américaine de la grande noirceur. « Les parents savent mieux que quiconque ce qui est bon pour leurs enfants. La concurrence forcera sûrement les écoles publiques à s'améliorer », dit-elle. Ce sont les écoles catholiques, nombreuses dans les inner cities américaines, qui seraient les premières à profiter d'un recours massif aux bons d'instruction. Est-ce normal que les taxes des contribuables alimentent les coffres d'institutions privées ? « Maintenant elles financent des écoles pourries, ce n'est pas mieux », rétorque soeur Olivier.

L'idée des vouchers est particulièrement populaire dans les milieux noirs les plus démunis. Selon le magazine Education Week, les parents trouvent que l'école publique est trop impersonnelle, trop grande. Même des parents d'autres confessions rêvent d'inscrire leurs enfants dans des écoles catholiques pour leur épargner leur propre expérience de l'école publique. A Milwaukee, les enseignants voient les choses d'un autre oeil. Si les tribunaux donnent l'aval au projet, les inscriptions vont baisser dans le secteur public, qui risque d'y perdre des plumes et des sous. Des pertes qui pourraient atteindre jusqu'à 17 millions. Comment un système sous-subsidonné pourrait-il se remettre à flot ?

DEMAIN : Des écoles magnétiques

Le Canada commence l'enquête sur les transactions de Salinas

L'ancien président se serait établi au pays

Reuter

MEXICO

Les autorités judiciaires du Canada et du Mexique ont commencé à enquêter sur les transactions financières de l'ancien président mexicain Carlos Salinas de Gortari, ont révélé deux journaux mexicains dans leur édition d'hier.

Le quotidien Reforma a indiqué que les autorités canadiennes se penchaient sur les transactions financières effectuées par l'ancien président en sol canadien au cours des derniers six mois.

Plusieurs sources ont indiqué que Carlos Salinas de Gortari s'était établi temporairement au Canada.

Les raisons

La Reforma a ajouté que les responsables canadiens, qui ne sont pas nommés, n'avaient pas

voulu préciser les raisons de leur enquête.

Les diplomates canadiens en poste à Mexico n'ont pu être rejoints pour commenter les révélations.

Des responsables canadiens à Ottawa avaient déclaré la semaine dernière ne pas être au courant de discussions entre le Mexique et le Canada à ce sujet.

Le journal El Financiero a pour sa part rapporté que les autorités mexicaines enquêtaient sur des comptes en banque ouverts au Mexique et dans d'autres pays qui auraient pu être ouverts sous de faux nom par l'ancien président et son frère.

Comptes en Suisse

Le Financiero a ajouté que la police mexicaine avait découvert 300 millions \$ US dans des comptes en banque appartenant au frère de l'ancien prési-

dent en Suisse, en Allemagne, en Grande-Bretagne, au Luxembourg et aux Îles Caimans.

Un porte-parole du bureau du procureur général du Mexique a indiqué hier ne pas être en mesure de confirmer ou de réfuter la nouvelle.

Ces révélations surviennent une journée après que le Canada ait indiqué qu'il comptait interroger Carlos Salinas — qui se trouve présentement à Cuba selon les autorités mexicaines — à propos des raisons d'un nouveau séjour s'il demandait un renouvellement de son visa de touriste.

L'actuel visa de l'ancien président mexicain arrive à échéance le 14 décembre prochain.

Ces révélations viennent gonfler un scandale déjà fort chargé de multiples allégations de corruption, de meurtre et de mensonge reliés à l'administration de Carlos Salinas entre 1988 et 1994.

Mulroney est innocent, affirme l'homme d'affaires Schreiber

Presse Canadienne

TORONTO

Un homme d'affaires germano-canadien, Karlheinz Schreiber, dont le nom est mêlé aux allégations de pots-de-vin qu'aurait reçus l'ex-premier ministre Brian Mulroney pour l'achat d'avions Airbus par Air Canada, a affirmé que toute cette histoire était aussi absurde que dépourvue de preuves.

« En autant que je sois impliqué, en autant que je sache et dans la mesure de ce que j'ai vu, M. Mulroney est totalement innocent », a déclaré M. Schreiber au cours d'une interview avec le Toronto Sun depuis la Suisse.

« Il est autant impliqué là-dedans que le pape — pas du tout. »

M. Schreiber a affirmé que Giorgio Pelossi, un ancien employé mécontent, était la source des premières allégations de pots-de-vin révélées par le réseau de télévision CBC et qui font maintenant l'objet d'une enquête de la part de la Gendarmerie royale du Canada.

Selon ces allégations, Interna-

tional Aircraft Leasing, une compagnie établie au Liechtenstein prétendument contrôlée par M. Schreiber, aurait agi comme intermédiaire dans la vente d'appareils Airbus d'une valeur totale de 1,8 milliard à Air Canada en 1988.

M. Pelossi avait soutenu que la compagnie avait reçu 20 millions en commissions occultes lors de la transaction, qui auraient été transférés à la banque de M. Schreiber en Suisse. Selon les allégations, la moitié de cette somme aurait été divisée en deux parties de 5 millions versées dans deux comptes en banque suisses secrets, ouverts pour Brian Mulroney et Frank Moores, un lobbyiste très proche du gouvernement conservateur.

Les deux hommes ont nié toute implication dans la transaction menant à l'achat des Airbus. Brian Mulroney a déposé une action en dommages de 50 millions contre le ministère fédéral de la Justice et la GRC en raison d'une lettre envoyée aux autorités suisses dans laquelle le nom de l'ancien premier minist-

tre était lié aux allégations.

M. Schreiber a indiqué au Toronto Sun qu'il comptait engager des actions en justice contre la CBC et « beaucoup d'autres » pour avoir diffusé et publié les allégations.

« Où sont les preuves que IAL appartient à M. Schreiber ? Où sont les preuves qu'il existe une entente signée entre IAL et Airbus ? Où sont les preuves que les comptes en banque où l'argent a été transféré appartiennent à M. Schreiber ou à M. Mulroney ou à M. Moores ? Où sont les preuves ? C'est totalement absurde. »

Au cours de différentes interviews avec les médias cette semaine, M. Pelossi a soutenu qu'il avait accompagné MM. Schreiber et Moores à une banque de Zurich où les comptes bancaires avaient été ouverts, dont un, avait-il appris sans pouvoir le prouver, au nom de Brian Mulroney. Il avait aussi admis qu'il n'avait aucune preuve permettant de prouver que de l'argent d'Airbus y avait été transféré.

LE VI^e SOMMET DE LA FRANCOPHONIE

Défense du français : un « appel de Cotonou » de Jacques Chirac

Agence France-Presse
COTONOU

Le président français Jacques Chirac a lancé samedi un « appel de Cotonou » pour que la francophonie, forte de 47 pays membres, combatte le « risque de l'uniformité linguistique et donc culturelle » dans le monde.

Jacques Chirac, qui s'adressait aux participants au sixième sommet des « pays ayant le français en partage », a déclaré ne pas être « de ceux qui dénigrent l'anglais » mais a averti qu'il « existe un danger d'éradication des langues vernaculaires ».

« Défendre le rayonnement de la francophonie c'est défendre le droit de penser, à s'émouvoir, à prier, c'est défendre l'ouverture et donc la tolérance », a ajouté le chef de l'État français lors de la séance inaugurale du sommet.

« Cette langue (le français NDLR) a cerné la raison humaine, a porté l'humanisme », comme elle a véhiculé les concepts de « liberté et d'égalité exprimés en français », a ajouté M. Chirac qui a appelé les pays du Sud à participer à ce combat, comme « les hispanophones et les arabophones », « ceux qui s'expriment en japonais ou en hindi » puisqu'ils sont eux aussi victimes des « mêmes menaces ».

« La francophonie doit prendre la tête d'une campagne pour la diversité sur les inforoutes de demain », a estimé M. Chirac, rappelant que 90 pour cent du trafic sur le réseau mondial Internet se faisait en anglais.

La francophonie « est une identité qui transcende les frontières, mais le français ne doit pas menacer la vitalité des langues nationales ou locales », a souligné M. Chirac sous les applaudissements et les vivats des participants.

La francophonie est « un instrument de désenclavement, une fenêtre ouverte », a ajouté le président français, pour qui le « repli » de la langue française



Le ministre québécois des Affaires internationales Bernard Landry semblait très attentif aux propos qu'ont échangés hier le premier ministre Jean Chrétien et le président Jacques Chirac de France.

ventive, apaiser les éventuels foyers de tension qui viendraient à s'animer entre des membres de la communauté francophone ou à l'intérieur d'un quelconque État membre, en liaison avec les autres organisations internationales ou régionales compétentes ».

« Le Bénin souhaite que le français devienne un prétexte à la manifestation d'une solidarité de groupe pour l'élaboration de grands programmes communs de développement ».

Il a estimé que « pour accroître l'efficacité de la francophonie, il était nécessaire de la doter rapidement de ressources de toute nature », soulignant que celle-ci a « longtemps souffert de l'absence d'un porte-parole politique ».

Évacuation du président djiboutien

Par ailleurs, on a appris que le président djiboutien Hassan Gouled Aptidon, victime d'un malaise, hier matin à Cotonou, a été évacué sur la France dans l'après-midi.

Le président Hassan Gouled, âgé de 79 ans, avait été pris d'un malaise samedi matin quelques minutes avant l'ouverture officielle du 6^e sommet de la Francophonie.

Entré en souriant, coiffé de sa toque traditionnelle, dans le bâtiment du Palais des sports de Cotonou où devait avoir lieu la cérémonie, il en était ressorti quelques minutes plus tard, un mouchoir ensanglanté cachant une partie de sa figure. Il saignait apparemment du nez.

L'un des responsables du protocole qui l'aidait à marcher avait l'épaule tachée de sang. Selon un des gardes du corps du président djiboutien, le couloir emprunté par M. Hassan Gouled était lui aussi maculé de sang.

Aucune indication n'a pu être obtenue sur les causes de cette hémorragie.

sera « sanctionné par le déclin ». Mais elle doit également être un « idéal politique qui affirme une identité politique », « une certaine vision des rapports entre les hommes, un sens de l'universel », a-t-il déclaré. Héritiers de Montaigne, les francophones le sont aussi de « Camara Laye (guinéen), de Simenon (belge) ou de Cioran (roumain) », a-t-il souligné.

La francophonie n'est cependant « pas encore assez visible ou efficace », a constaté M. Chirac qui s'est félicité de la prochaine élection d'un secrétaire-général du mouvement qui sera « désormais un visage, une voix, une autori-

té », pour que la francophonie « prenne toute sa place dans le concert des nations ».

La France est déterminée « à consentir des efforts, y compris financiers » pour y contribuer, a affirmé M. Chirac qui a rendu un hommage appuyé, 25 ans après sa mort, au général de Gaulle. Comme lui, « la France affirme la dimension politique de la francophonie », a-t-il déclaré.

La francophonie, une force politique

Pour sa part, le président béninois

Nicéphore Soglo a affirmé que son pays souhaitait que « la francophonie devienne une force politique qui reflète l'entente d'un bloc important de peuples de la planète ».

S'exprimant à l'ouverture du VI^e Sommet de la francophonie, M. Soglo a indiqué que « cette force politique devrait être en permanente consultation et, à l'occasion des grandes rencontres internationales, arrêter des positions communes et donner son point de vue sur les graves problèmes de notre temps ».

Il a ajouté que cette force devrait, « principalement par la diplomatie pré-

Mettre la francophonie au service de la paix

Agence France-Presse
COTONOU

Le monde francophone qui a « déjà montré son engagement au service de la diplomatie préventive et du règlement pacifique des conflits » doit transformer « sa solidarité culturelle en véritable projet politique », a estimé hier à Cotonou le secrétaire général des Nations-Unies.

M. Boutros Boutros-Ghali, qui intervenait devant les participants à la séance inaugurale du sixième sommet des « pays ayant le français en partage » a déclaré qu'il s'agissait là d'une « question fondamentale qui engage l'avenir même de la Francophonie ».

« L'impératif de paix » reste « plus que jamais l'objectif suprême de la communauté internationale », a souligné M. Boutros-Ghali, pour qui « la fin de la Guerre froide n'a pas donné naissance à ce monde pacifié que nous étions en droit d'espérer ».

Évoquant les « nouveaux conflits » dont la plupart étaient, selon lui, « prévisibles », et qui « en toute logique auraient pu être évités », le secrétaire général de l'ONU a estimé que la francophonie avait « un impératif essentiel : mettre la francophonie au service de la paix ».

Il a également souhaité que « l'impératif de démocratisation » soit au cœur du nouveau projet politique de la francophonie.

M. Boutros-Ghali a également défendu le plurilinguisme, pour « la différence et le respect de l'autre ».

« La francophonie est en passe de franchir une nouvelle étape, la solidarité qu'elle exprime doit devenir désormais un véritable projet politique », a ajouté en conclusion le secrétaire général des Nations-Unies.

Amnesty réclame un tribunal pénal

Amnesty International a par ailleurs organisé une manifestation à Cotonou pour demander l'instauration d'un tribunal pénal international permanent.

« Les cas de civils tués en ex-Yugoslavie, au Burundi et au Rwanda incitent à la création de cette juridiction internationale », indique un communiqué distribué par quelques dizaines de manifestants de la section béninoise d'Amnesty, rassemblés devant la Bourse du travail de la capitale économique béninoise.

Les manifestants, vêtus de noir et arborant le logo d'Amnesty (une bougie entourée de fil de fer barbelé), ont étalé des banderoles où l'on pouvait lire « À bas les génocides ».

Amnesty International a adressé aux chefs d'État et de gouvernement une lettre pour leur demander d'adopter des législations leur permettant d'arrêter et de remettre au tribunal pénal international pour le Rwanda les personnes soupçonnées de crime contre l'humanité », indique également le texte.

Amnesty estime par ailleurs que depuis l'adoption de la charte du tribunal militaire international en août 1945 et la tenue du procès de Nuremberg, « l'idée de l'instauration d'un tribunal pénal international est devenue une nécessité indéniable et urgente ».

SEARS

Attendez-vous à plus

LUNDI ET MARDI
SEULEMENT

PRIX EN VIGUEUR LUNDI LE 4 DÉCEMBRE ET MARDI LE 5 DÉCEMBRE 1995

4 RABAIS

25%

TOUS LES BAS
À PRIX COURANTS
POUR FEMMES

Le choix varie selon les magasins

HEURES D'OUVERTURE
DES FÊTES

Jusqu'au 3 janvier 1996
Lundi au vendredi : 9 h 30 à 21 h
Samedi : 8 h 30 à 17 h
Dimanche : 10 h à 17 h
Exceptions : Les dimanches 24 et
31 décembre : 9 h à 16 h
Mardi 26 décembre : 13 h à 21 h
25 décembre, 1 et 2 janvier : magasins fermés

SEARS
Attendez-vous à plus

Copyright 1995. Sears Canada Inc.

Les mentions 'Ord.' ou 'État' de Sears Canada Inc. se rapportent à des prix Sears. Région de Montréal: Anjou: 353-7770, Brossard: 465-1000, LaSalle: 364-7310, Laval: 682-1200, Pointe-Claire: 694-8815, Repentigny: 582-5532, St-Bruno: 441-6603, Deux-Montagnes: 491-5000, Ville St-Laurent: 335-7770. Région de Québec: Québec: 529-9861, Lévis: 833-4711, Ste-Foy: 658-2121. En province: Alma: 662-2222, Victoriaville-Arthabaska: 357-4000, Chicoutimi: 549-8240, Drummondville: 478-1381, Granby: 375-5770, Rouyn-Noranda: 797-2321, St-Jean: 349-2651, St-Jérôme: 432-2110, Sherbrooke: 563-9440, Sorel: 746-2508, Trois-Rivières: 379-5444, St-Georges de Beauce: 228-2222. Copyright Canada, 1995, Sears Canada Inc.

Tous les articles de cette page n'ont pas été offerts dans tous les magasins Sears.

MONDE

Haiti : le candidat à la présidence Léon J. Jeune mise sur le tourisme

RAYMOND GERVAIS

■ L'ancien secrétaire-d'État à la Justice dans le cabinet Aristide, Léon J. Jeune, a annoncé hier aux Montréalais d'origine haïtienne qu'il sera candidat à la présidence lors des élections du 17 décembre prochain.

M. Jeune qui se présente en tant qu'indépendant a déclaré que c'est à la suite d'analyses, de ses convictions personnelles, de contacts avec certaines organisations populaires et paysannes d'Haiti, de certains industriels et de commerçants qu'il avait décidé de poser sa candidature à la succession du président Jean-Bertrand Aristide. Treize autres candidats sont en lice, dont le favori demeure René Prével de l'Organisation politique Lavalas (pro-Aristide).

Selon M. Jeune, le développement économique du pays doit nécessairement passer par cinq grands thèmes : le développement de l'industrie touristique, les infrastructures routières, l'industrialisation, l'énergie et l'éducation.

Afin de faire redémarrer l'économie, le candidat croit qu'il est nécessaire de créer le plus grand nombre d'emplois dans le plus court délai possible et c'est en passant par les cinq grands thèmes qu'il entend réaliser ce tour de force.

Le développement du touris-



Léon J. Jeune est un ancien secrétaire-d'État à la Justice.

PHOTO BERNARD BRAULT, La Presse

me constitue l'objectif central sur lequel il base sa campagne.

« Quand on se rappelle que l'Espagne a pu refaire son économie après la dernière guerre mondiale en développant son industrie touristique de façon systématique et résolue, et quand on considère que nos plages et paysages sont de nature à intéresser les touristes les plus exigeants, l'on est amené à se demander pourquoi ne pas

accorder la priorité au développement d'un vrai complexe touristique susceptible de drainer vers Haiti les nombreux touristes qui sillonnent les Caraïbes », explique M. Jeune.

Or, selon lui, les infrastructures actuelles ne permettent pas la venue des touristes. La construction d'un complexe de villégiature sur l'île de Gónave engendrerait non seulement une reprise économique mais déve-

loperait une industrie nouvelle et lucrative.

M. Jeune a fait une comparaison avec la petite île de Saint Kitts ou quotidiennement atterrissent une centaine d'avions commerciaux et de lignes qui amènent au moins une centaine de touristes par jour alors qu'en Haiti, une quinzaine d'avions seulement y font escale.

« La construction de ce complexe hôtelier serait confiée à des spécialistes dans le domaine qui ont déjà investi dans le tourisme dans les Caraïbes et qui considèrent Haiti comme un prolongement de leurs installations dans la région », a expliqué M. Jeune.

Le second volet du programme électoral de celui qui a été le responsable de la formation à Régina de la police nationale haïtienne est le développement du réseau routier, lequel est quasi absent du pays.

« Il est donc indispensable que la plus grande attention soit accordée à ce facteur de développement. Il ne faut pas perdre de vue ici que les voies de communications terrestres sont aussi importantes que les voies de communications téléphoniques, maritimes ou aériennes. Les touristes et les compatriotes vivant dans des endroits inaccessibles par voie terrestre, doivent pouvoir être contactés afin de pouvoir jouir des bienfaits de la civilisation », a déclaré M. Jeune.

Au chapitre de l'énergie, les ressources du pays sont insuffisantes et l'énergie hydro-électrique ne répond pas aux besoins de la population. Afin de pallier cette difficulté, le candidat projette de continuer à utiliser les centrales thermiques alimentées au pétrole mais souhaite également la construction de centra-

les hydro-électriques possédant une seule turbine, capable d'alimenter une région donnée afin d'en favoriser le développement économique.

Finalement, il entend favoriser l'accès à l'éducation puisque c'est par une scolarisation accrue que passe toute forme de développement économique.

Autres informations, A 8, A 9 et A 11

FAILLITE • FAILLITE

NOUVEL ARRIVAGE:
ROBINETS et ACCESSOIRES
Haut de gamme
FILTRÉS À AIR ÉLECTRONIQUE

4 000 000 \$ DE MARCHANDISES

Tout pour la salle de bain

- Robinets d'éviers de cuisine, de lavabos, baignoires et douches
- Douches et bases de douche
- Baignoires thérapeutiques, à tourbillon et standard
- Lavabos à colonne, encastrés et suspendus
- Bidets avec ou sans jet
- Toilettes silencieuses et régulières
- Miroirs et accessoires

MARQUES DE PRESTIGE:

Selles - Aquabass - Guilliani - Bandini et autres

de **65 à 75%**
de rabais

TRANSIT 928-1616 LIQUIDATEUR

Dimanche SEULEMENT de 10h à 17h
576, boul. Guimond, Longueuil

Revenu: 100 000 \$ +
Un géant japonais
prend de l'expansion au Québec

- La 3e plus grande compagnie au monde en ventes directes.
- 20 années d'expérience.
- Plus de 30 millions de clients satisfaits.
- A atteint le plus haut revenu de l'industrie.
- Promotion d'une gamme de produits de santé et de bien-être unique, brevetée et de haute technologie.
- NOUVEAU en Amérique du Nord.

Pour plus d'informations, veuillez composer le (514) 856-4656 (24h sur 24).

Superencan de timbres du monde entier et du Canada les 4 et 5 décembre 1995 à 18 h 30

Plus de 1 200 lots. Lots en montre au 1870, rue Notre-Dame Ouest, angle rue des Seigneurs, où aura lieu l'encan.

INSPECTION DES LOTS DES SAMEDI 2 DÉCEMBRE.

Montréal Timbres et Monnaies

846-0580

Fait n°1 sur la SP

L'incidence de la sclérose en plaques au Canada compte parmi les plus élevées du monde.

Société canadienne de la **Sclérose en Plaques**

1-800-268-7582

Visitez la nouvelle boutique UNICEF

ÉPARGNEZ DES MILLIONS!



Les cartes et cadeaux UNICEF sauvent des millions d'enfants.

unicef Cartes & Cadeaux

Centre Eaton, niveau tunnel. Tél : 845-3705.

SEARS
Attendez-vous à plus

TOUTS

les **pneus** sont **soldés**

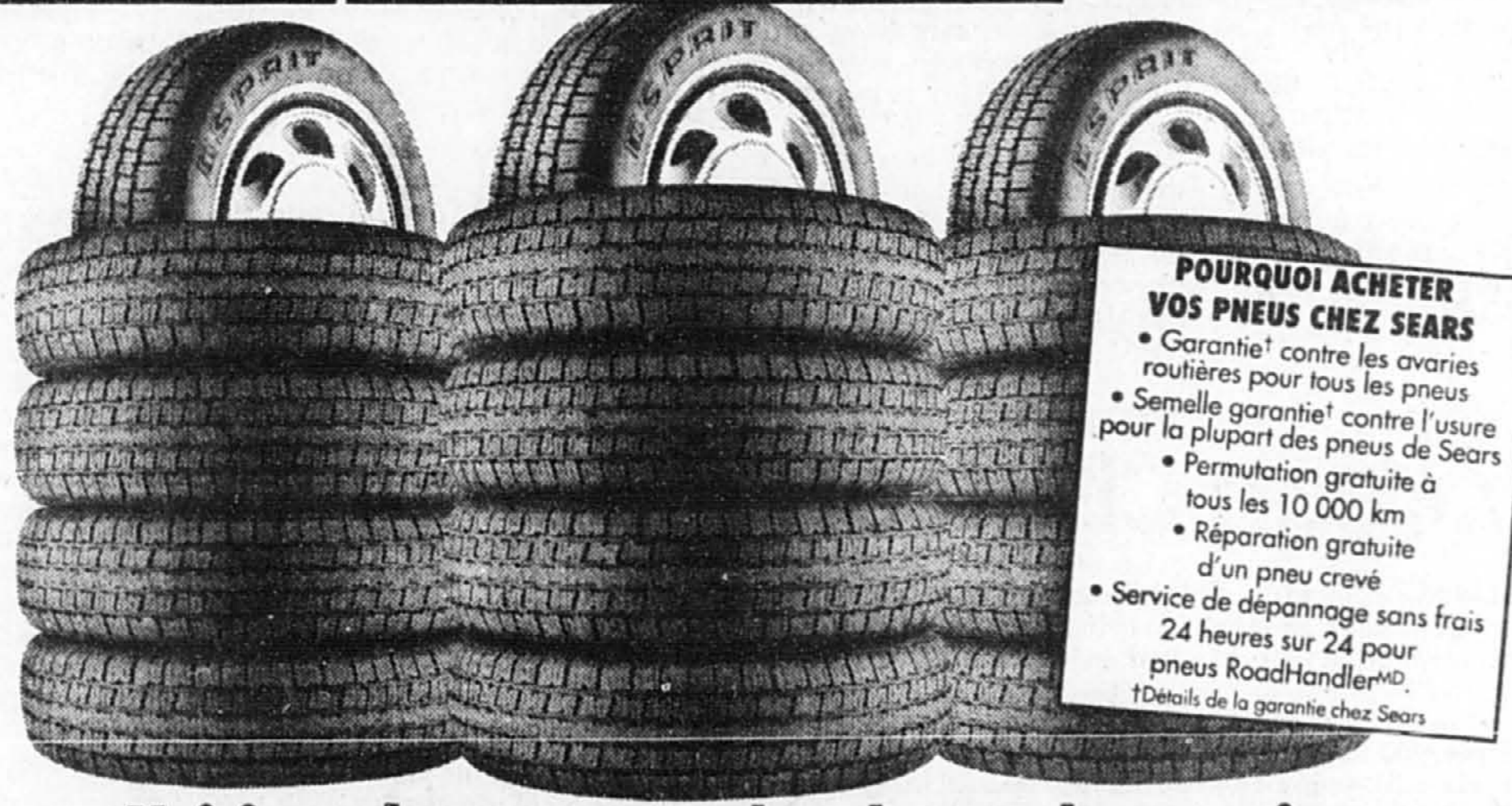
ET déjouez la TPS*

*Du lundi 4 décembre au dimanche 24 décembre 1995, Sears déduira de votre achat de pneus ou d'une batterie un montant équivalent à la TPS. Cette offre s'applique à la marchandise en stock seulement dans les magasins Sears et ne s'applique pas aux frais d'installation, achats sur catalogue et des centres de liquidation, frais de paiement différé, ou de livraison. Le choix peut varier selon les magasins.

**Ne comprend pas les pneus avec imperfections

Hâtez-vous! Toute notre gamme de pneus de qualité faits par MICHELIN, GOODYEAR^{MD}**

UNIROYAL, BRIDGESTONE ET PIRELLI est en solde



POURQUOI ACHETER VOS PNEUS CHEZ SEARS

- Garantie* contre les avaries routières pour tous les pneus
- Semelle garantie* contre l'usure pour la plupart des pneus de Sears
- Permutation gratuite à tous les 10 000 km
- Réparation gratuite d'un pneu crevé
- Service de dépannage sans frais 24 heures sur 24 pour pneus RoadHandler^{MD}

*Détails de la garantie chez Sears

Voici quelques exemples de nos bons prix:

Pneu toutes saisons Guardsman^{MD} Plus à partir de 39⁹⁹
Et épargnez 2,80 de TPS*
Ch. P155/B0R13. Ord. 49,99
Semelle conçue pour bonne traction sur pavé sec, mouillé ou enneigé.
Série N° 14000.

RoadHandler^{MD} glace et neige II à partir de 43⁹⁹
Et épargnez 3,08 de TPS*
Ch. 145/B0R12. Ord. 54,99
Semelle à sculpture profonde assurant une excellente traction sous toute condition en hiver y compris la glace et la neige. Série N° 70000.

Superguard^{MD} STR à partir de 79⁷⁹
Et épargnez 5,59 de TPS*
Ch. P205/75R14XL. Ord. 83,99
Pneu pour camion léger, fait par Uniroyal Goodrich. Taux de charge accru pour conduite douce et une plus grande capacité de charge. Série N° 67200.

Tout format de la batterie DieHard^{MD}

Rien que **79⁹⁹** avec reprise^{††}

Capacité de réserve jusqu'à 130 minutes. Couverte par une garantie[†] de 66 mois y compris le remplacement gratuit pendant 12 mois. Série N° 50600.

††Dépôt de \$5 à l'achat d'une nouvelle batterie. Ce dépôt vous sera remboursé lorsque vous rapporterez votre ancienne batterie pour recyclage.

DÉJOUÉZ LA TPS* SUR SERVICES AUTO

(S'applique sur le total de la facture, pièces et main d'oeuvre)

- Service de freins
- Service de mise au point
- Service de suspension et direction

NOUS SOMMES OUVERTS LE DIMANCHE!

PRIX EN VIGUEUR JUSQU'AU DIMANCHE 24 DÉCEMBRE 1995, DANS LA LIMITE DES STOCKS DISPONIBLES

Centre de l'auto SEARS

Les mentions *Ord. ou *État de Sears Canada Inc. se rapportent à des prix Sears.
Région de Montréal: Anjou: 353-7770, Brossard: 465-1000, LaSalle: 364-7310, Laval: 682-1200, St-Bruno: 441-6603, Ville St-Laurent: 335-7770. Région de Québec: Québec: 529-9861, Lévis: 833-4711, Ste-Foy: 658-2121. En province: Alma: 662-2222, Victoriaville-Arthabaska: 357-4000, Chicoutimi: 549-8240, Drummondville: 478-1361, St-Jean: 349-2651, St-Jérôme: 432-2110, Sherbrooke: 563-9440, Sagard: 746-2508, Trois-Rivières: 379-5444, St-Georges de Beauce: 228-2222. Copyright Canada, 1995, Sears Canada Inc.

Tous les articles, dimensions ou services annoncés dans cette page n'ont pas été offerts dans tous les magasins Sears.

Nomination de cinq présidents de la campagne

L'UQAM : une force novatrice



M. Charles Sirois, président et chef de la direction de Télé globe Inc. et de Télé système National Ltée ainsi que président de la campagne L'UQAM : une force novatrice, a le plaisir d'annoncer la nomination de cinq bénévoles prestigieux à la présidence de trois des cinq segments de la campagne. L'objectif de celle-ci est de réunir 20 millions de dollars afin de financer cinq grands projets de développement fortement axés sur les technologies de l'information.

De gauche à droite : les trois coprésidents des dons importants, M. Jean-Pierre De Montigny (administration des affaires, 1977, sciences économiques, 1980), directeur général pour le Québec de Richardson Greenshields; M. Réal Raymond (MBA, 1986), premier vice-président, trésorerie et marchés financiers de la Banque Nationale du Canada; M^{me} Lucie Bertrand (mathématiques, 1975), vice-présidente, région Montmorency, chez Hydro-Québec; le président des dons majeurs, M. Guy Marier (administration des affaires, 1970), premier vice-président, Réseau-Québec, chez Bell Canada; le président des dons des diplômés, M. Daniel Langlois (design, 1979), président du conseil et chef de la direction de Softimage.

LA FONDATION DE L'UQAM
CAMPAGNE 1994-1999

L'UQAM
une force
novatrice

Université
du Québec
à Montréal



L'EXPRESS INTERNATIONAL

TCHÉCHÉNIE

Khasboulatov en campagne

L'ancien président du parlement russe, Rouslan Khasboulatov, est arrivé hier en Tchétchénie pour entamer sa campagne pour l'élection du chef de la République. Le scrutin, pour lequel quatre personnes ont officiellement déposé leur candidature, est prévu pour le 17 décembre, parallèlement aux élections législatives qui se tiendront dans toute la Russie, y compris en Tchétchénie. Les indépendantistes tchétchènes fidèles au président Djokhar Douaïev, qui s'est refusé à être candidat, ont toutefois indiqué qu'ils feraient tout pour empêcher la tenue des deux scrutins. Khasboulatov, qui jouit dans la petite république caucasienne d'une popularité non négligeable, a souligné de son côté que, selon lui, décembre était beaucoup trop tôt pour tenir une telle élection. « Il faut commencer par reprendre les négociations » avec les indépendantistes, interrompues depuis octobre.

d'après AFP

SÉNAT US

Simpson se retire

Le sénateur républicain du Wyoming Alan Simpson, 64 ans, a annoncé hier soir son prochain retrait de la vie politique à l'issue de son actuel mandat parlementaire. Il deviendra le douzième sénateur à annoncer qu'il ne chercherait pas à obtenir un nouveau mandat lors des élections de novembre 1996, un véritable record depuis près de cent ans. M. Simpson, un avocat, est parlementaire du Wyoming depuis 13 ans et est surtout connu pour ses prises de position contre l'immigration. Mark Hatfield sénateur de l'Oregon et président de la Commission budgétaire du Sénat de 1981 à 1987, avait annoncé vendredi qu'il se retirait de la vie politique à la fin de son mandat. Plusieurs influents membres du Sénat, dont Nancy Kassebaum (Kansas), Bill Bradley (New Jersey) et Sam Nunn (Georgie) ont également annoncé récemment leur prochaine retraite. Enfin, un parlementaire de Louisiane, James Hayes, est devenu le cinquième représentant démocrate à rejoindre en quelques mois les rangs du parti républicain. Il y a actuellement — avec la défection de M. Hayes — 197 représentants démocrates contre 235 républicains.

d'après AFP

CHE GUEVARA

Général aux arrêts

Le général Mario Vargas Salinas, qui avait révélé le 21 novembre dernier l'endroit où les restes de l'ancien guérillero Ernesto « Che » Guevara avaient été enterrés il y a 28 ans, a été mis aux arrêts de rigueur pour « violation des règlements de l'armée et divulgation d'informations secrètes », a annoncé hier le général Reynaldo Caceres, commandant-en-chef des forces armées boliviennes. D'autre part, à Vallegrande (770 km au sud de La Paz) une pluie torrentielle a empêché hier la poursuite des recherches des restes de l'ancien guérillero qui serait enterré au bout de la piste de l'aérodrome local. Les travaux d'excavation devraient s'accélérer dès la semaine prochaine avec l'arrivée de huit à neuf experts argentins.

d'après AFP

GRANDE-BRETAGNE

Le Labour creuse l'écart

Le parti travailliste a creusé l'écart avec le parti conservateur depuis l'annonce par le chancelier de l'Échiquier Kenneth Clarke du prochain budget britannique et bénéficie désormais de 57 % d'intentions de vote, selon un sondage publié par le *Sunday Times*. Les travaillistes ont une écrasante avance de 32 points sur les Tories, en baisse de deux points à 25 %, alors que les Libéraux-démocrates gagnent un point à 15 %. Le Labour est en hausse de quatre points par rapport à un sondage identique effectué en septembre dernier. Le nombre de personnes affirmant faire confiance aux conservateurs « un peu » ou « pas du tout » est passé de 66 % à 71 % dans la même période.

d'après AFP

RUSSIE

Alcool et tabac taxés

Le président Boris Eltsine a supprimé les privilèges qui permettaient à quelques organisations sportives et caritatives d'importer tabac et alcool en Russie sans droits de douane. Cette décision devrait faire rentrer dans les caisses de l'État des milliards de dollars, a indiqué le premier vice-Premier ministre Anatoli Tchoubais. Boris Eltsine avait déjà décidé le 6 mars dernier la fin de la plupart des exemptions douanières à l'importation, mais il avait prolongé celles pour l'alcool et le tabac, les plus importantes. Le Fonds monétaire international avait fait pression sur le gouvernement pour revenir sur ce régime qui privait le budget d'importantes ressources.

d'après AFP



PHOTO AP

Le président américain s'est adressé à quelque 4000 soldats de la 1ère division blindée de l'Armée de l'air américaine, devant la caserne Smith à Baumholder, petite ville du sud-ouest de l'Allemagne.

Clinton cherche à rassurer les GI's

d'après AFP

BAUMHOLDER, Allemagne

À l'approche du départ pour la Bosnie des premiers soldats de l'OTAN, le président Bill Clinton est allé hier en Allemagne pour essayer de rassurer les soldats américains en leur affirmant que leur mission était indispensable et que les risques étaient réduits au minimum.

Mais, la confusion régnait quant à la date à laquelle les premiers éléments de la force de repositionnement de l'OTAN partirait pour la Bosnie.

Après que deux hauts responsables militaires américains stationnés en Allemagne eurent indiqué que cela se produirait « dans 24 à 36 heures », un responsable gouvernemental américain les a corrigés, affirmant qu'il s'agissait d'une « impression erronée ». Il a simplement dit que ce départ se produirait « bientôt ».

En provenance de Dublin, le président américain s'est adressé pendant moins d'un quart d'heure à quelque 4000 soldats de la 1ère division blindée de l'Armée de l'air américaine, devant la caserne Smith à Baumholder, petite ville du sud-ouest de l'Allemagne.

De nombreux enfants, épouses et soldats en civil avaient pris place sur un terrain de football adjacent. Cette première division qui avait été le fer de lance de l'opération « Tempête du Désert » en 1991, en Irak, constituera l'essentiel de la « Task force Eagle », nom de code donné au contingent américain de 20 000 hommes de la force de l'OTAN. Celle-ci en comprendra 60 000.

Les premiers éléments d'une force de repositionnement de 2500 hommes dont 700 Américains (des experts en communication et en logistique) n'attendaient plus qu'un ordre pour partir en Bosnie afin d'y établir les systèmes de communication nécessaires au déploiement du gros des troupes.

Après une discussion avec le commandant suprême des forces alliées en Europe, le général américain George Joulwan, M. Clinton, qui a déjà approuvé le plan de déploiement, a indiqué qu'il était prêt à signer l'ordre qui permettra de déclencher dès que le général lui en fera la demande.

Le plus important hier pour le président était toutefois de convaincre, et par dessus tout de rassurer, les hommes et les femmes de la première division et leurs familles.

« J'avais promis aux Américains que je ne vous enverrai pas en Bosnie si je n'étais pas sûr que les objectifs (...) étaient clairs, réalistes et qu'ils pourraient être atteints en environ un an », a-t-il dit en ajoutant que ces critères étaient remplis.

Soucieux de contenir les réticences du Congrès et de l'opinion de son pays à l'idée d'exposer des vies américaines dans une région jugée secondaire pour l'intérêt des États-Unis, Bill Clinton a dit aux soldats de la base de Baumholder qu'ils pourraient « riposter immédiatement et avec un effet décisif » en cas de menace. Il a aussi insisté sur le fait qu'il n'y aurait qu'une seule chaîne de commandement, avec à sa tête le général Joulwan.

M. Clinton a également repris tous les arguments qu'il avait présentés ces derniers jours, insistant une nouvelle fois sur les dimensions morale et stratégique du conflit bosniaque. Il a ainsi eu recours à un argument qu'il avait énoncé la veille à Dublin, à savoir que les Européens ont aidé l'Amérique lorsqu'elle avait fait appel à eux pour la guerre du Golfe et que l'Amérique ne peut donc se dérober. « Maintenant, on a besoin de nous en Bosnie, on a besoin de vous », a-t-il lancé aux soldats.

L'ex-président sud-coréen Chun arrêté

Agence France-Presse

SÉOUL

L'ancien président sud-coréen Chun Doo-Hwan a été arrêté ce matin (heure locale) sur l'accusation d'avoir mené un coup d'État militaire en 1979, a montré la télévision sud-coréenne.

M. Chun a été arrêté par un groupe de neuf policiers à son domicile à Hapchon (environ 300 km au sud de Séoul). Les images de la télévision ont montré M. Chun, l'air sombre, encadré par deux policiers armés, et poussé dans une conduite intérieure noire. Une brève échauffourée s'est produite entre les proches de M. Chun et les policiers lorsque ces derniers ont pénétré dans l'habitation.

M. Chun sera incarcéré à la prison d'Anyang dans la banlieue sud de Séoul, selon les procureurs.

Il est accusé d'avoir mené le coup d'État militaire de 1979 qui lui avait permis d'accéder au pouvoir et du meurtre de

soldats innocents. Les procureurs considèrent le coup d'État comme une mutinerie militaire. Si M. Chun est reconnu coupable d'avoir conduit la mutinerie, il risque la peine de mort.

L'ancien président avait dirigé la Corée du Sud de 1980 à 1988 après avoir été élu président en 1980. Il est également accusé d'avoir ordonné la répression sanglante des manifestations qui s'étaient déroulées à Kwangju (sud-ouest) en 1980 à la suite de l'extension de la loi martiale, mais il n'a pas été formellement inculpé jusqu'ici de ce chef d'accusation.

M. Chun avait annoncé publiquement hier devant sa résidence de Hapchon son refus de se rendre à une convocation de la justice qui voulait l'interroger sur la répression des émeutes de Kwangju.

Selon un bilan officiel, la brutale répression du soulèvement de Kwangju par l'armée sur l'ordre de la junte militaire que dirigeait le général Chun avait fait 200 morts et plus d'un millier de blessés.

► REPÈRES □ Venezuela

Un climat de désenchantement

MICHEL GALAN

de l'Agence France-Presse

CARACAS

Plus de dix millions d'électeurs vénézuéliens sont appelés aux urnes aujourd'hui pour élire leurs gouverneurs, députés régionaux, maires et conseillers municipaux dans le désenchantement général provoqué par la crise économique et les scandales politiques.

Le principal indicateur politique au lendemain du scrutin sera l'ampleur de l'abstentionnisme, plus que la victoire de tel ou tel candidat ou les avancées de tel ou tel parti, estiment la plupart des observateurs.

Le président Rafael Caldera, un démocrate chrétien dissident, qui tente de gouverner au centre gauche grâce

à une coalition à géométrie variable allant de la démocratie chrétienne aux communistes, a lancé un dernier appel télévisé vendredi soir pour que les Vénézuéliens apportent leur soutien « au système démocratique qu'ils préfèrent dans leur grande majorité ».

Entouré de tout son état-major militaire en grand uniforme, il a promis aux électeurs une ambiance de sérénité électorale assurée par un renforcement temporaire des mesures de sécurité, baptisé « opération République ».

Depuis vendredi et jusqu'à la publication des résultats, 100 000 militaires armés resteront en position aux points stratégiques du pays, notamment autour des organismes de radiodiffusion, et patrouilleront dans les rues pour as-

surer un « vote tranquille » des Vénézuéliens privés d'alcool par la « loi sèche ».

Une étrange ambiance prévalait, alors que le président Caldera s'est déclaré lundi, dans une interview télévisée, « tenté de fusiller les traitres à la patrie » qui dénigrent le Venezuela et freinent les investissements étrangers. Quelques députés « calderistes » s'étaient d'ailleurs immédiatement portés volontaires pour « commander les pelotons d'exécution ».

Ces déclarations peu précises, surprenantes dans la bouche d'un président qui se déclare grand défenseur du système démocratique, pourraient être mises sur le compte de l'éloquence passionnée et viser les économistes et journalistes qui soulignent la situation peu

favorable à l'investissement au Venezuela.

En fait, le climat est au désenchantement, malgré les candidatures notées de vedettes du monde des arts et des spectacles, dont la plus célèbre, Irene Saez, miss Univers 1981, postule à une réélection au poste de maire dans le quartier de Chacao, le plus « chic » de la capitale vénézuélienne.

Les Vénézuéliens n'ont pas oublié les accusations de corruption qui entourent certains hommes politiques, ni la crise financière de 1994 et les banqueroutes parfois frauduleuses de 17 grandes banques auxquelles ils avaient confié leurs économies.

Le bolivar, la devise baptisée du nom du père de l'indépendance du pays (1830), perd chaque jour un peu plus de sa valeur face au dollar

sur le marché libre (1 dollar 340 bolivars), rendant dérisoire le change officiel de 170 bolivars par dollar.

Dans un pays qui importe presque tout, cette situation alimente l'inflation qui atteint près de 50 % pour l'année passée, tandis que grèves et préavis de grèves touchent tour à tour les divers secteurs économiques qui demandent des réajustements salariaux.

La plupart des Vénézuéliens craignent la tourmente, une fois passées les élections. Après les fêtes de fin d'année, ils redoutent une dévaluation officielle de la monnaie qui devrait quasiment doubler le prix du jour au lendemain, dans le cadre d'un accord entre le Venezuela et le FMI qui permettra au pays de continuer à payer sa dette extérieure de 38 milliards de dollars, au prix de lourds sacrifices sociaux.

Critiques françaises de la paix américaine

d'après AFP

PARIS

Les critiques françaises sur l'application à Sarajevo des accords de paix conclus sous les auspices des États-Unis révèlent au grand jour les tensions au sein du camp occidental, au moment où les troupes de l'OTAN s'apprentent à prendre le relai de la FORPRONU en Bosnie.

La crise, larvée depuis plusieurs semaines, a éclaté avec les prises de position françaises exprimant de l'inquiétude sur le sort des populations serbes de Sarajevo. Les accords de Dayton prévoient la réunification de la ville, dont tous les secteurs seront sous la souveraineté du gouvernement bosniaque.

Mercredi, le président Jacques Chirac a écrit à Bill Clinton pour s'inquiéter de l'absence dans l'accord de Dayton de garanties pour les Serbes de Sarajevo, ce qui pourrait conduire à un nouvel « exode massif ».

Vendredi, le général Jean-René Bachelet, commandant les Casques bleus de Sarajevo, a enfoncé le clou, se déclarant « très inquiet » sur l'application des accords, ajoutant que le futur statut de la ville avait été « improvisé en dernière minute ». Le général Bachelet a ajouté que les Serbes risquaient de n'avoir le choix qu'entre « la valise et le cercueil ».

Les États-Unis, avec quelque 20 000 hommes, et la France, avec 10 000, doivent fournir environ la moitié des effectifs de l'IFOR, la force multinationale de paix sous commandement de l'OTAN. Les Français auront notamment en charge le secteur très sensible de Sarajevo.

Paris, qui avait connu un vif regain de sympathie dans le camp musulman après l'intervention de la Force d'action rapide (FRR), se retrouve désormais accusée par ces mêmes Musulmans de collusion avec les Serbes de Bosnie.

Dans les milieux diplomatiques américains, on déplore également que les critiques de Paris donnent l'image d'une OTAN divisée, comme le fut la Force de protection des Nations unies (FORPRONU).

Le ministère français de la Défense a cherché vendredi soir à détendre la situation en désavouant le général Bachelet, dont les propos, selon un communiqué, « ne reflètent pas la position du gouvernement français ».

Reste le soupçon que Paris, en se faisant l'écho des craintes serbes sur Sarajevo, ne cherche en fait à monnayer cette bienveillance contre la libération de ses deux pilotes capturés le 30 août dernier en zone serbe.

Par ailleurs, le général Ratko Mladic, commandant des forces serbes bosniaques, est sorti de sa réserve en appelant hier son armée à « protéger les frontières » de la République serbe (RS, entité serbe en Bosnie), dans sa première réaction à l'accord de Dayton. Il a estimé que « les Serbes ne peuvent être d'accord avec les cartes » de découpage de la Bosnie qui « attribuent à la coalition croato-musulmane certains territoires qui sont serbes depuis des siècles ».

Plus de 3000 Croates originaires de la Bosanska Posavina (nord-est de la Bosnie) ont manifesté en outre hier au cœur de Zagreb contre l'accord de Dayton qui attribue la plus grande partie de cette région aux Serbes. En outre, bien que leurs dirigeants aient assuré qu'il serait mis fin à de tels actes, des miliciens croates se sont remis à incendier des maisons dans les zones de Bosnie centrale qui doivent passer sous contrôle serbe, ont rapporté hier des responsables de l'ONU.

MONDE

France : une semaine encore plus turbulente

d'après AFP
PARIS

Les grèves n'ont pas connu de répit ce week-end en France après un crescendo de l'agitation sociale dans le secteur public face à laquelle le gouvernement de coalition de droite reste pour l'instant sans réponse.

Trains paralysés depuis neuf jours, métros bloqués, courrier en souffrance : le pays s'est enfoncé dans une grande crise sociale qui touchera la semaine prochaine tous les secteurs publics névralgiques et menace de perturber sérieusement son économie.

Au « non » de millions de fonctionnaires à la réforme radicale du système de protection sociale, prévoyant notamment de retarder l'âge de leur retraite,

que le gouvernement a présenté d'un coup à la mi-novembre, s'ajoute le « non » de centaines de milliers d'étudiants à la pénurie de moyens dans les universités d'État.

Les Français semblent approuver ces grèves alors que la conjugaison des mécontentements, sans précédent depuis les troubles de « mai 68 », réveille les débats sur l'Europe de Maastricht et l'État-providence.

Ce soutien est manifeste dans un sondage publié par le quotidien populaire *Le Parisien* montrant que près de deux Français sur trois soutiennent les mouvements sociaux (62 %) et ne font pas confiance au gouvernement pour résoudre la crise (65 %).

Si le gouvernement affirme que le dialogue est toujours possible, il main-

tient qu'il ne déviara pas du cap de rigueur fixé par le président gaulliste Jacques Chirac pour que la France puisse passer à la monnaie unique européenne prévue par le traité de Maastricht.

Élu en mai sur le thème de la lutte contre « la fracture sociale », dans un pays où le chômage, qui touche trois millions de personnes, augmente de nouveau, le chef de l'État avait fait en octobre une volte-face en s'assignant pour priorité la réduction des déficits publics de 5 à 3 % du Produit intérieur brut en deux ans.

Un test en grandeur réelle du rapport de forces politiques aura lieu aujourd'hui avec sept élections législatives partielles.

Devant l'impasse, la prochaine semaine sociale sera encore plus turbulente,

avec l'extension du mouvement aux télécommunications, aux douanes, aux hôpitaux, aux banques, à l'enseignement primaire à Paris, ou encore, jeudi, aux compagnies aériennes Air France et Air Inter.

Devenus alliés mais restés concurrents, deux des trois grands syndicats français, la CGT (proche des communistes) et FO (indépendant) ont lancé des mots d'ordre pour une mobilisation accrue, en particulier mardi.

Le troisième des grands syndicats, la CFDT (socialisante) pourrait avoir du mal à ne pas s'associer au mouvement, dont il s'est tenu en marge jusqu'à présent, sauf dans le rail. Les syndicats de cheminots ont décidé de boycotter une commission mise en place par le gouvernement pour étudier une réforme de leur système de retraite.

La coordination étudiante a appelé à des manifestations mardi, avant même son rendez-vous aujourd'hui avec le ministre de l'Éducation, François Bayrou.

A leur tour, trois syndicats de médecins, ont aussi appelé à descendre dans la rue le 17 décembre pour faire échec à la mise sous surveillance des dépenses de santé prévue dans la réforme d'une Sécurité sociale en quasi-faillite avec des dettes de 150 milliards de FF (50 milliards de dollars).

Sur le plan économique, la paralysie des transports ferroviaires devient très pénalisante pour les entreprises et le commerce alors que l'économie française a du mal à décoller d'une croissance quasi zéro depuis avril dernier, remettant en cause les prévisions gouvernementales.

Le Sinn Fein dit oui

Agence France-Presse
BELFAST

Gerry Adams, le dirigeant du Sinn Fein, bras politique de l'IRA, a annoncé hier que son parti prendra part, malgré « des réserves », au processus proposé mardi par Londres et Dublin pour tenter de faire sortir de l'impasse la situation en Ulster.

Mais le leader nationaliste assure toutefois que ce processus sera « inutile » si Londres maintient la condition préalable d'un geste de l'IRA en matière de désarmement avant la participation du Sinn Fein à des négociations multipartites.

Ce processus, dit « de la double voie », comporte la création d'une commission internationale sur le désarmement des groupes paramilitaires et le début parallèle de pourparlers préliminaires pour organiser des négociations multipartites avant fin février sur l'avenir constitutionnel de l'Ulster.

L'annonce du Sinn Fein intervient un lendemain de la fin d'une visite de trois jours de Bill Clinton à Londres, en Irlande du Nord et à Dublin, qui a redonné souffle au processus de paix en Ulster.

Pendant sa visite, le président américain a rendu hommage à ceux qui ont accepté de « prendre des risques » et a demandé aux habitants d'Ulster de « tenir bon contre la terreur et dire aux hommes de violence : 'Vous êtes le passé, votre époque est révolue' ».

Désireux de profiter au maximum de la dynamique créée par la visite de Bill Clinton, Londres et Dublin ont lancé dès vendredi les invitations aux dirigeants de tous les partis d'Ulster à participer aux discussions préliminaires. C'est à cette invitation que le Sinn Fein répond favorablement.

Dans un communiqué diffusé à Belfast, M. Adams fait part de « réserves » sur certains aspects des propositions anglo-irlandaises, mais ajoute que, « malgré celles-ci, le Sinn Fein tentera évidemment que cette nouvelle étape (du processus de paix) soit une réussite ».

La condition préalable d'une remise partielle d'armes par l'IRA, répétée à plusieurs reprises par le premier ministre britannique John Major depuis l'annonce de l'accord, constitue « un motif d'inquiétude pour le camp nationaliste », ajoute M. Adams.

Lors de la conférence de presse conjointe mardi à Londres, John Major avait affirmé que l'IRA devrait faire un geste en matière de désarmement avant la mi-février 1996, date à laquelle les deux gouvernements décideront si les conditions requises pour des négociations multilatérales sont remplies.

M. Adams a rappelé que le premier ministre irlandais John Bruton avait alors exprimé son désaccord avec l'approche de M. Major sur cette question. Il a estimé qu'une « lourde responsabilité repose désormais sur M. Bruton pour convaincre M. Major sur ce point ».

La stratégie de la double voie « doit permettre la mise en place de négociations multilatérales entre tous les partis sans préconditions. Si elle ne peut achever cet objectif, alors, comme l'a admis M. Bruton, la double voie est inutile », affirme M. Adams.

La question de l'armement des paramilitaires doit être examinée par la commission internationale composée de trois membres et présidée par l'ancien sénateur américain George Mitchell. Elle devra étudier si les groupes paramilitaires, essentiellement l'IRA, ont « la volonté de désarmer et comment y parvenir », selon le communiqué conjoint anglo-irlandais. Mais son rôle sera seulement consultatif et les gouvernements décideront en dernière instance s'ils souhaitent suivre ses recommandations.

Maintenant que « l'euphorie générée par la visite historique du président Bill Clinton s'apaise », la nécessité de trouver une paix durable réémerge », ajoute M. Adams.

OUVERT LE DIMANCHE

ACHAT

SAMEDI à MERCREDI 10 h - 18 h 2 - 6 déc.

BIJOUX • DIAMANTS • MONTRES • MONNAIES

NOUS PAYONS COMPTANT SUR-LE-CHAMPS

NOUS PAYONS COMPTANT POUR TOUS DIAMANTS, L'OR, L'ARGENT, ET LES BIJOUX ANCIENS

DIAMANTS
1/2 carat diamant jusqu'à \$1,100.00
3/4 carat diamant jusqu'à \$2,200.00
1 carat diamant jusqu'à \$5,000.00
2 carat diamant jusqu'à \$15,000.00
Plus gros Apportez pour une offre

NOUS PAYONS COMPTANT POUR TOUS DIAMANTS
Nous achetons tous diamants de toutes coupes 50 carat ou plus. Coupes anciennes, coupes européennes, même les diamants endommagés sont en demande. Apportez vos diamants pour évaluation et pour paiement comptant.

NOUS PAYONS COMPTANT POUR TOUT L'OR TOUS LES TYPES DE BIJOUX EN OR
9k • 10k • 14k • 18k • 22k • 24k
Bagues, bracelets, colliers, chaînes, anneaux de noces, bracelets à charmes, médaillons, chaînes à montres, goussets, étuis à cigarettes.

NOUS ACHETONS TOUT COMPTANT TOUS LES ARTICLES EN OR OU EN PLATINE

NOUS ACHETONS TOUS LES ARTICLES EN OR, EN PLATINE ET BIJOUX DE DIAMANTS, GROSSES PERLES, DIAMANTS, BRACELETS AVEC SAPHIRS ET ÉMERAUDES, COLLIERS, BAGUES, BOUCLES D'OREILLES, BROCHES, ÉPINGLES, CLIPS, BRACELETS DE POIGNET, LAVIERS

DIAMANTS SOLITAIRES • DIAMANTS DÉTACHÉ • TOUT GRANDEURS

BOUCLES D'OREILLES BRACELETS EN PLATINE ET DIAMANTS

RUBIS ET ÉMERAUDES BIJOUX ANCIENS BROCHES ET ÉPINGLES

BIJOUX ANCIENS
VICTORIEN GEORGIEN
RUSSE: BIJOUX,
ARGENTERIE ET ICÔNES

TRÈS BONNE PRIME PAYÉE POUR LES PIÈCES DE CRÉATION:

CARTIER TIFFANY BULGARI
VANCELEEF & ARPELS FABERGÉ
R. LALIQUE BUCHERON

NOUS PAYONS COMPTANT POUR L'ARGENT STERLING

Services de couverts et pièces de service
Services à thé et plateaux
Pièces victorienne et georgiennes
Bijoux anciens
Séries de Franklin Mint

VOTRE VIEILLE MONTRE POURRAIT VOUS VALOIR UNE FORTUNE

ROLEX BUBBLEBACK  en acier \$ 400 et plus en or \$ 1,000 et plus	EATON 1/4 SIÈCLE  Rond \$ 500 et plus Rectangulaire \$ 2,500 et plus	Nous avons grand besoin d'acheter une quantité de montres-bracelet et de montres de poche. Nous sommes particulièrement intéressés dans Patek Philippe, Cartier, Rolex, Audemars Piquet, LeCoultre, Movado, Piaget, Gubolin, Tiffany, Schaffhausen, IWC, Breitling, Breguet, Vacheron & Constantin, Lange & Sohne, Glashutte, Ulysse Nardin, LoRoy, Clu. Quart de Siècle de Eaton, et autres. NOUS ACHETONS LES MONTRES N'IMPORTE LEUR CONDITION - FONCTIONNANTES OU NON Sonner, Musicales, à calendrier perpétuel, chronographe et autres fonctions spéciales valent beaucoup plus. Apportez vos vieilles montres pour évaluation, nous payons sur-le-champ.	MONTRE DE POCHE  avec fonctions spéciales, chaînes de fer	ROLEX  Explorer \$ 500 et plus Submariner \$ 800 et plus			
PATEK PHILIPPE 	ROLEX CHRONOGRAPHE 	VACHERON & CONSTANTIN 	ROLEX DAYTONA 	CARTIER 	PATEK PHILIPPE 	ROLEX PRINCE 	VIEILLE CARTIER 

L'HÔTEL ROYAL CANADIENNE DE LA MONNAIE
Dollars en argent éprouvé 1971-1994 \$5.00 à \$25.00
Dollars en argent non-circulés 1981-1994 \$5.00 à \$25.00
Séries à Deux Pièces de 1 Dollar 1971-94 \$10.00 à \$80.00
Séries échantillon 1981-1994 \$4.00 à \$8.00
Séries semblable à des éprouvés 1960-1967 \$6.50 à \$12.00
Ensemble \$20 en or 1967 \$270.00
\$100 1976-1993 14k, 22k \$120.00 à \$260.00

MONNAIE DES ETATS-UNIS
Nous sommes particulièrement intéressés d'acheter
Tête de la Liberté
Liberté Assise
Dollars en or
De commerce
Jetons
et toutes autres meilleures monnaies

DOLLARS EN ARGENT CANADIENS
1935 - 1939 \$5.00 à \$25.00
1945 - 1949 \$10.00 à \$150.00
1948 \$500.00 et plus
Dates communes \$3.50 et plus
Etats-Unis 1794 - 1935 \$6.00 à \$5,000.00

MONNAIES EN OR DES ETATS-UNIS ET DU MONDE
Etats-Unis \$1 & \$2 1/2 \$100.00 et plus
Etats-Unis \$3 \$200.00 et plus
Etats-Unis \$5, \$10, \$20 \$125.00 à \$450.00 et plus
Autres monnaies en or Apportez pour évaluation

PIÈCES DE MONNAIE NUMISMATIQUE CANADIENNES
Large 1c 1858-1920 \$0.20 et plus
Petit 5c 1858-1921 \$0.30 et plus
10c 1858-1966 \$0.34 et plus
25c 1870-1966 \$0.85 et plus
50c 1870-1966 \$1.70 et plus
\$5 & \$10 en or 1912-1914 \$125.00 et plus
Terre Neuve \$2 en or \$125.00 et plus

POSSEDEZ-VOUS CES TRÉSORS SUIVANTS QUE NOUS DESIRONS ACHETER:

- Bijoux victoriens
- Bijoux Art Déco
- Diamants au delà de 1.00ct
- Bracelets à charmes
- L'or vieux ou endommagé
- Montres de chemin de fer
- Montres musicales
- Montres de médecin
- Montres de conducteur
- Montres fonctionnantes ou non
- L'argent sterling ancien
- Boîtes en argent ou or
- Bourse en maille d'or
- Pièces de Cartier ou Tiffany
- Bouteilles de parfum ornées
- Boîtes de bagues en argent de Birks
- Briquets en or
- Styls de fantaisie
- Cadres en argent
- Toutes pièces de monnaie de collection
- Les Kruggerrands, souverains, etc.
- Les pièces de monnaie américaines en or
- Séries de la Monnaie
- Espaces anciennes

ROYAL DOULTON • BESWICK
ROYAL COPENHAGEN
LLADRO • BING & GRONDAHL
Nous payons comptant pour toutes figurines, pots, animaux, pièces de series et Art du potier.




NOUS ACHETONS LES SÉRIES ENTIÈRES N'IMPORTE LE NOMBRE DE PIÈCES

APPORTEZ-NOUS VOS TRÉSORS
Les experts de Marcus & Company Estate Buyers seront près de chez vous. Apportez vos diamants, bijoux précieux, montres, monnaies et antiquités pour évaluation immédiate et paiement comptant sur-le-champ. Ne manquez pas cette chance.
LAISSÉZ-NOUS VOUS FAIRE UNE OFFRE! VOUS SEREZ PLAISANTEMMENT SURPRIS PAR NOS TRÈS BONNES OFFRES

MARCUS & COMPANY ESTATE BUYERS INC.
HÔTEL RUBY FOOS
Samedi le 2 déc. à mercredi le 6 déc. 10 h à 18 h (ouvert le dimanche)
7655 BOUL. DÉCARIE, MONTRÉAL
(514) 731-9799, 2 au 6 déc. seulement
ou appeler notre bureau à Toronto (416) 222-5914

ROYAL DOULTON • BESWICK
ROYAL COPENHAGEN
LLADRO • BING & GRONDAHL
Nous payons comptant pour toutes figurines, pots, animaux, pièces de series et Art du potier.




NOUS ACHETONS LES SÉRIES ENTIÈRES N'IMPORTE LE NOMBRE DE PIÈCES


**DENIS
LAVOIE**

Têtes d'affiche

Adressez vos communiqués à:
Têtes d'affiche
La Presse
7, rue Saint-Jacques
Montréal H2Y 1K9

Le service des publications de l'hôpital Sainte-Justine, en collaboration avec l'Association des jeunes bégues du Québec vient de publier une brochure d'information traitant des personnes bégues. *Parler avec fluidité...* s'adresse à tous ceux et celles que la question du bégaiement intéresse et qui ont à cœur le développement harmonieux des enfants, adolescents et des adultes bégues. Renseignements : 345-4931, poste 5542.

La guignolée de la Société de Saint-Vincent de Paul frappera à votre porte (à Montréal) aujourd'hui. C'est l'occasion de faire des dons en nature (denrées non périssables), comme en argent. Sinon... vous pourrez apporter vos dons pour les pauvres à la Saint-Vincent de Paul, au 1930, rue Champlain; ou encore le vendredi 8 décembre, à Télé-Métropole de 6 h à 20 h, aux pharmacies Jean Coutu (jusqu'au 24 décembre) et à la Société de 8 h 30 à 16 h 30, toujours le 8 décembre. La Société de Saint-Vincent de Paul nous rappelle: « que le Grand Montréal constitue le plus gros bassin de pauvreté au Canada; que 188 000 Montréalais vivent de la sécurité du revenu; qu'un Montréalais sur cinq vit de l'aide sociale; qu'une famille monoparentale sur deux vit dans la pauvreté... ».


**Paul
Lancel**

Cinquante ans après la libération des camps de concentration nazis, Montréal peut témoigner du courage d'un Suédois ayant contribué à sauver des milliers de vies. *Raoul Wallenberg*, alors qu'il était premier secrétaire de la légation suédoise à Budapest. C'est grâce au sculpteur juif montréalais *Paul Lancel*, que cette réalisation a vu le jour. Installé derrière la cathédrale Christ Church dans le centre-ville, le gigantesque buste de bronze du Suédois, nous est présenté comme un modèle d'intervention humanitaire. Il constitue également un témoignage d'estime du sculpteur *Paul Lancel*, qui a personnellement bénéficié de l'intervention humanitaire de *Wallenberg*, tout comme des dizaines de milliers de juifs. L'installation de cette sculpture coïncide avec le 50^e anniversaire de la libération des camps de concentration en Europe.

Marc Gagnon, originaire de Château-Richer près de Québec, était à Buckingham Palace la semaine dernière, pour recevoir des mains de la reine *Elizabeth II*, les honneurs rendus à des membres du personnel d'organismes d'aide internationale qui portent assistance aux démunis de la terre. *Marc Gagnon* est un employé de Care Canada et a travaillé avec sa femme *Christiane Tremblay* aux programmes de Care en Angola, un pays africain ravagé par des années de guerre et aujourd'hui par les explosions de mines antipersonnel.


**Pierre L.
Mignault**

Engagement corporatif des marchés d'alimentation regroupés sous la bannière *Provigo*, à contribuer pour 10 000 \$ à la campagne de souscription de la Fondation Hôtel-Dieu de Saint-Jérôme. Ce sont *Pierre Michaud*, président du conseil de *Provigo*, et *Pierre L. Mignault*, président et chef de la direction de *Provigo*, qui ont officiellement présenté le don aux représentants de la Fondation.

L'Office de la langue française nous annonce la prolongation, jusqu'au 12 janvier 1996, des mises en candidature pour ses prix Mérites de français au travail. Les Mérites sont remis en reconnaissance de la qualité des réalisations qui ont contribué à promouvoir le français dans les entreprises, les ministères et organismes de l'Administration, les syndicats et associations de travailleurs et travailleuses, ainsi que les ordres professionnels des diverses régions du Québec. Renseignements: Nicole Gagné, secrétaire des Mérites de français au travail 1996, Office de la langue française, Tour de la Place-Victoria, case postale 316, Montréal (Québec) H4Z 1G8. Tél. 873-4734.


**André
Lesage**

André Lesage, président de *Samson Bélair Deloitte et Touche*, et *Monique Bildeau*, directrice à l'administration, ont remis un chèque de 7806 \$ aux représentants de la Croix-Rouge. Il s'agit de la contribution du personnel et des associés de *Samson Bélair Deloitte et Touche*, à la campagne de souscription de la Croix-Rouge, Québec.

Souper-bénéfice de la maison *L'Équilibre* (centre d'aide aux alcooliques et toxicomanes), avec menu gastronomique ita-

lien, servi au restaurant *Mario-Angelo*, 3736, rue Sabrevois, Montréal-Nord, à compter de 18 h, le 9 décembre. Coût: 50 \$. Renseignements: 321-2070 ou 728-9686. Vous pouvez également contribuer à la cause de *L'Équilibre* tout en épargnant 100 \$ (par couple) sur un voyage dans le sud, en communiquant avec *Sylvie*, des *Voyages go* et en mentionnant *L'Équilibre*, car cette maison recevra alors un don de 60 \$. Tél. 934-2255.

Les Créations *Joseph Ribkoff*, à l'instigation de son directeur général, *Frank Lyman*, vient de créer la Fondation *Joseph Ribkoff*, pour l'aide aux femmes en difficulté. Le Refuge pour les femmes de l'Ouest de l'Île sera le premier organisme à bénéficier des largesses de cette fondation. On a déjà donné 12 000 \$ à ce service d'aide, et on prélèvera 1 \$ pour chaque vente d'un exemplaire du maga-

zine *Influence*, en plus d'y ajouter vos dons. Renseignements: 685-9191 ou 1-800-361-1839. Cette fondation aidera ainsi des organismes qui se préoccupent du sort des femmes victimes de violence, mères de familles monoparentales, etc.

Vif succès du récent dîner spaghetti annuel de la Gendarmerie royale du Canada qui a permis de recueillir 10 000 \$, somme qui sera officiellement remise lors du Téléthon pour la recherche sur les maladies infantiles qui se déroule aujourd'hui. Le comédien et humoriste *Michel Barrette*, président d'honneur de ce dîner-bénéfice a rencontré à cette occasion la porte-parole provinciale du Téléthon, *Suzi Laporte*.

C'est en nous remettant les photos de deux enfants (*Philippe* et *Josée*) qui gardent le sourire de l'espoir, car ils sont dans l'attente d'une transplantation de foie, que la Fondation canadienne du foie veut nous sensibiliser à la cause qu'elle promeut. Pour l'aider à atteindre son but et contribuer à ce que de moins en moins d'enfants perdent le sourire et la vie, on nous demande de donner à: Fondation canadienne du foie, C.P. 1200, succursale Saint-Laurent, Saint-Laurent (Québec) H4L 4X1. La greffe du foie demeure souvent le seul moyen de sauver les vies d'enfants et, d'adultes.

L'imitable *André-Philippe Gagnon*, devant un public d'abord emballé par la prestation de la chanteuse *Manon D'Inverness*, sera le clou d'un spectacle bénéfice de l'Association québécoise de la fibrose kystique, le mercredi 13 décembre. Cette soirée, qui comprend également un souper et la visite d'une exposition d'oeuvres de feu *Jean-Paul Ladouceur* et son fils *François*, se veut donc un beau moment pour une bonne cause, une façon de jouer gagnant de toute manière. Coût: 100 \$. Renseignements: 877-6161 ou 1-800-363-7711.

C'est un restaurateur d'Alma, *Martin Gaudreault* qui a été porté à la présidence de l'Association des restaurateurs du Québec. Il sera assisté au conseil d'administration de: *Claire Boulanger*, vice-présidente; *François Pellerin*, secrétaire-trésorier; *Philippe Belleteste*, *André Boyer*, *Ginette Lebel*, *Bernard Minguy*, *Denis Paquette*, *Gilbert Tourville*, administrateurs; *Guy Poucant*, président sortant; et *Bernard Fortin*, vice-président directeur général. Ce dernier a par ailleurs été honoré par l'Association pour ses dix ans à sa direction. *Bernard Fortin* a donc été admis au sein de l'Ordre présidentiel de l'Association des restaurateurs du Québec pour sa contribution à l'avancement de cette industrie.

C'est à une adulte que les Lampistes (Association contre la leucémie et le cancer infantile) ont confié le mandat d'être « enfant porte-parole ». Faut dire que *Penny Rubin* avait 11 ans lorsqu'elle fut frappée de leucémie. Vingt ans plus tard, à l'occasion du 20^e anniversaire des Lampistes, *Penny Rubin*, 31 ans, devient donc leur porte-pa-

role. Aujourd'hui, elle peut éloquentement témoigner de sa guérison d'autant mieux qu'elle est devenue infirmière auxiliaire. « Cette épreuve m'a permis de comprendre les difficultés que doivent surmonter les patients. Parce que j'ai moi-même connu la maladie, j'ai pu aider d'autres personnes », de dire la porte-parole des Lampistes. Renseignements: 933-5384.

Le prix Paul Bunyan (légendaire bûcheron fort et audacieux) du Conseil canadien du bois, remis pour contribution majeure à l'industrie du bois, a été attribué cette année à *Gilbert Tardif*, président des Industries Maibec, de Sainte-Foy. Ingénieur forestier, statisticien et président d'entreprise, *Gilbert Tardif* mène depuis 40 ans une brillante carrière « d'homme de bois ».


**Gilbert
Tardif**

En pleine campagne de sensibilisation à certaines des causes de mortalité les plus fréquentes, la Fondation des maladies du cœur nous rappelle que les accidents vasculaires cérébraux, causés par le blocage ou la rupture d'une artère ou d'une veine dans le cerveau, peuvent occasionner la mort ou une paralysie grave. Les symptômes sont: sensation d'engourdissement ou de fourmillement sur le visage, un bras ou une jambe; perte temporaire de la parole; perte soudaine de la vision d'un œil ou vision double; etc. Renseignements: Fondation des maladies du cœur, 465, boulevard René-Lévesque Ouest, 3^e étage, Montréal (Québec) H2Z 1A8. Tél. 871-1551 ou 1-800-567-8563.

Les employés du Groupe Transcontinental GTC, représentés par *Mireille Fortin*, adjointe administrative aux ressources humaines, viennent de remettre une contribution de tout près de 10 000 \$ à la Croix-Rouge. Ce sont les directeur général et président de la Croix-Rouge, respectivement *Ré Jean Séguin* et *Roméo Malenfant*, qui ont accepté avec plaisir ce don du groupe de travailleurs.

L'Association des camps du Québec vient de décerner ses prix honorant les camps de vacances et les camps de jour qui se sont illustrés dans leur développement au cours de l'année. La Guimauve d'or est allée à la compagnie des Nomades, camp dont l'originalité est d'offrir de longues randonnées à bicyclette à des adolescents. Le prix Coup de cœur des consultants a été décerné à *Martin Arsenault*, de la base de plein air de Bellefeuille en Gaspésie, camp qu'il a entièrement construit de ses mains. Des mentions ont été décernées au camp de jour Bois-de-Boulogne, de Montréal, qui dispose de trois sites; et à l'auberge Cité joie, de la région de Québec, spécialisée dans l'accueil de personnes handicapées.

Célébration, la semaine dernière, des 10 ans d'existence du Service externe de main-d'œuvre du YMCA, qui se caractérise par sa clientèle d'ex-détenus et de personnes ayant eu des démêlés avec la justice. De ses 200 clients de 1994, 88 sont retournés sur le marché du travail, alors qu'une trentaine d'autres optaient pour un retour sur les bancs d'école. Quelques dizaines d'entreprises ont contribué à ces réussites.

À mercredi



L'Autriche en fête

Le traditionnel bal autrichien était fort coloré cette année. En effet, les débutantes et leurs cavaliers étaient habillés de costumes folkloriques importés tout spécialement d'Europe. La console générale d'Autriche et présidente du bal, *Ulrike Billard*, a donné le ton. Son mari, *Bernard Billard*, est en pinks de chasse.



Un demi-siècle à deux

Il y a 50 ans, *Paul-Émile Pinard* acceptait de partager sa vie et son nom avec sa femme. Ils vivent heureux à deux depuis.



Il était une fois...

Il était une fois deux Québécois qui se sont promis de s'aimer pour la vie, un 3 décembre 1945. Et 50 ans après cette photo-témoin, *Paula Laberge* et *Roger Laberge*, filent toujours le parfait bonheur. Mariés à l'église Saint-Clément de Beauharnois, ils vivent sur leur ferme, à Châteauguay, avec leurs enfants.



Plus de 500 000 \$ pour Centraide

Nouveau record à la Pratt & Whitney avec une participation de plus de 75 p. cent des employés à la campagne *Centraide*. Résultat, collecte bien supérieure aux prévisions, soit 504 587 \$. La directrice de la campagne, *Geneviève Le Rouzès* (à droite) remet le chèque à la pdg de *Centraide* du Grand Montréal, *Michèle Thibodeau-DeGuire*.



Omnium deux dons d'un coup

Faisant d'une pierre deux coups les entreprises *Médiacom*, *Immeubles CN* et la société d'experts-conseils *Pellemon* ont recueilli 20 000 \$ lors d'un omnium de golf, pour partager les bénéfices entre les fondations *Charles-Bruneau* et de l'hôpital du Sacré-Coeur de Montréal (orthopédie). Dans l'ordre habituel: *André Robidoux*, *Erhard Bucholz*, *Pierre Ranger*, *Pierre Bruneau*, *Danielle Larouche*, *Guy Mongrain* et *René Deschamps*.

MONDE

Taiwan : le Kuomintang sort affaibli des législatives

Agence France-Press
TAIPEI

Le parti nationaliste au pouvoir, le Kuomintang (KMT), conserve sa majorité au Parlement de Taiwan mais ses résultats aux élections législatives d'hier sont les plus mauvais qu'ait enregistrés la formation du président Lee Teng-hui dans toute son histoire.

Aussi, alors qu'il va continuer à gouverner le pays comme il l'a fait depuis que les nationalistes chinois se sont réfugiés sur l'île de Taiwan en 1949, l'opposition risque de lui rendre la vie difficile si les élus des différentes formations qui ont progressé hier parviennent à s'unir, analysent des politologues.

Après le décompte final des votes, le KMT a remporté 85 sièges (5 de moins qu'aux élections de 1992) sur les 164 que va compter la nouvelle chambre,



PHOTO REUTERS
Shih Ming-teh

soit une majorité de quelques voix seulement, mais en termes de pourcentage, le revers subi par le Kuomintang est plus significatif : 46 % seulement des électeurs ont voté pour lui. En 1992 déjà, avec 53 % des suffrages, le parti fondé en 1911 à Canton par Sun Yat-sen, avait enregistré le score le plus faible de son histoire.

La principale formation de l'opposition, le Parti démocratique progressiste (DPP), n'a que peu progressé, avec 33 % des suffrages, en remportant quatre sièges de plus que les 50 qu'elle détenait dans la chambre sortante. C'est le Nouveau Parti, fondé en

1993 par des membres dissidents du Kuomintang, qui sort de ces élections comme le grand vainqueur, en triplant le nombre de ses députés avec 21 sièges, grâce à ses 13 %. Quatre candidats de petits partis ou indépendants sont en outre élus.

Le DPP et le Nouveau Parti souhaitent ravir le maximum de sièges au KMT afin de le forcer à former un gouvernement de coalition. Bien qu'ils aient perdu leur pari, les analystes du paysage politique taiwanais pensent que ces deux partis donneront à coup sûr du fil à retordre aux actuels dirigeants du pays s'ils travaillent ensemble.

Pour Hsu Kai-huang, professeur de sciences politiques à l'université de Soochow, la mainmise du KMT sur ses membres « est plus lâche, avec un certain nombre de ses députés qui ne suivent pas les consignes du parti comme on a pu le constater au cours des sessions parlementaires précédentes ».

« Par conséquent, le KMT aura davantage de difficultés à faire passer la totalité de sa politique au parlement dans l'avenir », ajoute-t-il.

C'est essentiellement l'avenir des liens de Taiwan avec la Chine populaire qui a été au centre de la campagne électorale, qui oppose le KMT aux deux autres formations mais également le Nouveau Parti au DPP.

Le Kuomintang et le Nouveau Parti sont tous deux partisans d'une réunification avec la Chine mais divergent sur les conditions, alors que le DPP y est farouchement opposé, prônant une indépendance totale. Le Nouveau Parti souhaite une réunification immédiate alors que le KMT pose certaines conditions préalables, dont la principale est la démocratisation du régime de Pékin.

Le camouflet infligé au Kuomintang aux élections d'hier est dû, pour la plupart des politologues, à la campagne menée par Pékin contre le président

Lee et contre les candidats en faveur de l'indépendance totale. Elle a pu influencer les électeurs au détriment du KMT et du DPP pour favoriser le Nouveau Parti.

La Chine, qui considère Taiwan comme une province chinoise rebelle depuis la fin de la guerre civile en 1949, a procédé à une importante série d'exercices militaires au large de l'île, et a lancé une campagne de propagande affirmant qu'elle étudierait l'éventualité d'une invasion si Taipei déclare formellement l'indépendance.

« La série d'exercices militaires de la Chine continentale a eu un effet considérable sur les électeurs taiwanais, qui craignent l'instabilité économique si Pékin continue à multiplier les menaces militaires contre Taiwan », affirme Hu Fu, professeur de droit à l'Université nationale de Taiwan.

L'armée sri-lankaise prend le contrôle de Jaffna

Agence France-Press
COLOMBO

L'armée sri-lankaise a annoncé hier s'être assurée le contrôle de Jaffna, le bastion des Tigres séparatistes tamouls dans le nord du pays, après 47 jours de rudes combats qui ont fait près de 2500 morts de part et d'autre.

Les forces sri-lankaises se sont emparées de l'ancien fort portugais de Jaffna, achevant ainsi de refermer leur étau sur la ville qui avait été pendant cinq ans la capitale des Tigres de libération de l'Eelam tamoul (LTTE).

Elles n'ont cependant pas encore pénétré dans le centre de la ville où les guérilleros continuaient à résister, mais ceux-ci étaient désormais complètement encerclés, ont indiqué des responsables militaires.

« Nous ne sommes pas physiquement dans le centre-ville, mais personne ne peut y entrer ou en sortir. Jaffna est hermétiquement scellée », a déclaré le porte-parole de l'armée, le général Sarath Munasinghe, ajoutant qu'il faudrait « un jour ou deux » pour achever l'opération.

« Il faudra deux à trois jours pour venir à bout des dernières résistances », a ajouté un autre responsable militaire. Les Tigres n'ont de leur côté donné aucune indication hier sur l'évolution de la situation, mais ils avaient

reconnu vendredi que la ville était sur le point de tomber.

L'armée a annoncé dans un communiqué que le fort de Jaffna, datant du 16ème siècle et rasé par les Tigres en 1990 lorsqu'ils avaient pris le contrôle de la ville, avait été investi dans la matinée.

La possession du fort a toujours symbolisé le pouvoir sur cette ville qui a été le berceau du séparatisme tamoul et dont les Tigres avaient fait depuis cinq ans la capitale d'un petit État virtuellement indépendant de Colombo.

Selon des sources tamoules et militaires, quelque 500 guérilleros se trouveraient toujours retranchés dans le centre de la ville.

« Le centre de la ville est désormais complètement encerclé par nos troupes. Les terroristes qui s'y trouvent n'ont plus qu'à se rendre ou à se suicider », a affirmé l'armée dans un communiqué.

La prise du fort et la chute imminente de la ville couronnent la plus importante offensive jamais lancée par le gouvernement de Colombo contre la citadelle des Tigres.

L'opération Rivirasa (rayon de soleil) avait été lancée le 17 octobre. Elle a fait au moins 508 morts dans les rangs gouvernementaux et plus de 1900 chez les Tigres, selon Colombo.

Les troupes sri-lankaises campaient depuis plus de deux semaines aux portes de Jaffna, mais leur avance a été extrêmement lente, par souci de prudence, mais aussi du fait de la résistance des Tigres qui ont en outre semé un peu partout des embûches et des pièges explosifs.

À son arrivée au pouvoir l'an dernier, la présidente sri-lankaise Chandrika Kumaratunga avait entamé des négociations de paix avec le LTTE. Mais après six mois de pourparlers et une trêve de trois mois, les Tigres avaient repris les hostilités en avril.

Mme Kumaratunga avait alors décidé de leur faire la guerre en y mettant les moyens, tout en laissant la porte ouverte à une solution politique en annonçant en août un plan à tonalité fédérale offrant davantage d'autonomie aux provinces.

De nombreux analystes soulignent que la chute du bastion des Tigres — même si elle porte un coup très rude à leur image d'invincibilité — ne signifie pas la fin du conflit qui a fait plus de 50 000 morts dans ce pays de 17 millions d'habitants.

Le LTTE contrôle encore d'importantes zones de territoire dans le nord et l'est du pays et a déjà annoncé qu'il ne renoncerait pas à son combat pour la création d'un État tamoul indépendant, l'Eelam.

Le Pathet Lao garde son monopole

Agence France-Press
VIENTIANE

Le Laos a célébré hier sans faste le 20ème anniversaire de la république démocratique populaire et le premier ministre Khamtay Siphandone a réaffirmé à cette occasion la règle du parti unique et appelé à la poursuite des réformes économiques.

Les dirigeants du Parti populaire révolutionnaire lao, ou Pathet Lao, ainsi que les hauts responsables de l'armée et du gouvernement ont écouté à Vientiane M. Khamtay exposer le programme économique des cinq prochaines années.

Le premier ministre, qui dirige également le comité central, a indiqué que le gouvernement avait fixé un objectif de croissance de 8 à 8,5 % par an jusqu'à la fin du siècle pour le petit pays bouddhiste enclavé. « Nous devons poursuivre la politique de rénovation, la coopération avec l'étranger et promouvoir plus activement l'investissement étranger », a-t-il déclaré.

Mais bien que le Laos ait pris des libertés avec l'orthodoxie marxiste, M. Khamtay a insisté sur le fait que le Pathet Lao devrait continuer d'être « le cœur du système politique ». « Nous avons résolu ment fait face à des phénomènes malsains et ainsi renforcé la solidarité et l'unité à l'intérieur du parti », a-t-il affirmé, en référence à la corruption et aux appels au multipartisme.

La célébration de la victoire communiste sur le pouvoir monarchique soutenu par les États-Unis n'a été marquée que par quelques manifestations publiques et n'a pas soulevé l'enthousiasme des habitants de Vientiane.

La révolution de décembre 1975 avait tranquillement mis fin à plus de deux décennies de luttes de la guérilla communiste. Les communistes allaient diriger un pays isolé et très sous-développé. Ils y ont imposé un régime dur de style vietnamien. Environ 10 % de la population a choisi l'exode, notamment parmi les classes moyennes éduquées, essentiellement vers la France, l'Australie et les États-Unis.

Génies en herbe

En collaboration avec Génies en herbe Pantologie Inc., 3535, boul. Rosemont, Montréal H1X 1K7

A COMÈTES

Les comètes furent longtemps considérées comme présage de mort. Sauriez-vous, grâce à l'année de passage et un indice géographique, découvrir le personnage décédé peu après le passage de l'astre chevelu?

- 632, Arabie
- 1610, France
- 79, Rome
- 768, France
- 453, Eurasie
- 1821, France
- 336, Rome
- 1199, Angleterre

B LITTÉRATURE



Quelle est sa nationalité ?

- Quel est le nom du marin anglais autour duquel gravite l'action du roman *Shogun* de James Clavell?
- Quel personnage de Voltaire réussit à décrire le chien et le cheval des régents de Babylone sans jamais les avoir vus?
- Dans la pièce de Molière, qui est le domestique de Don Juan?
- Quelle oeuvre française du XVIIIe siècle débute par les mots : « Le bon sens est la chose du monde la mieux partagée... »?
- De quelle nationalité est l'auteur de l'oeuvre *Cent ans de solitude*, Gabriel Garcia Marquez?
- Subventionné par Anne d'Autriche, qui est cet écrivain à demi paralysé qui a écrit la *Gigantomachie*?
- Quel roman de Thomas Mann se situe dans un sanatorium de Davos?
- Quel poste politique occupa l'auteur de *La Voie Royale* et de *L'Espoir*?

C FRUITS

- Produit par une liane, l'actinidia, quel est ce fruit recouvert d'une pellicule très velue?
- Fruit du plaqueminer du Japon, son nom désigne également une couleur très martiale.
- Comment se nomme ce type de bananier dont le fruit se cuit et est servi comme légume?
- Comment se nomme

- l'instrument de torture qui servait de bâillon?
- Quel adjectif désigne un teint rose et satiné?
- Que veut-on dire lorsque l'on qualifie un fruit de « blet »?
- A quelle famille de plante appartient le fruit associé largement aux festivités annuelles du 31 octobre?
- Quelle province de l'Afrique du Sud rappelle le nom d'un fruit?

D UNIVERSITÉS CANADIENNES

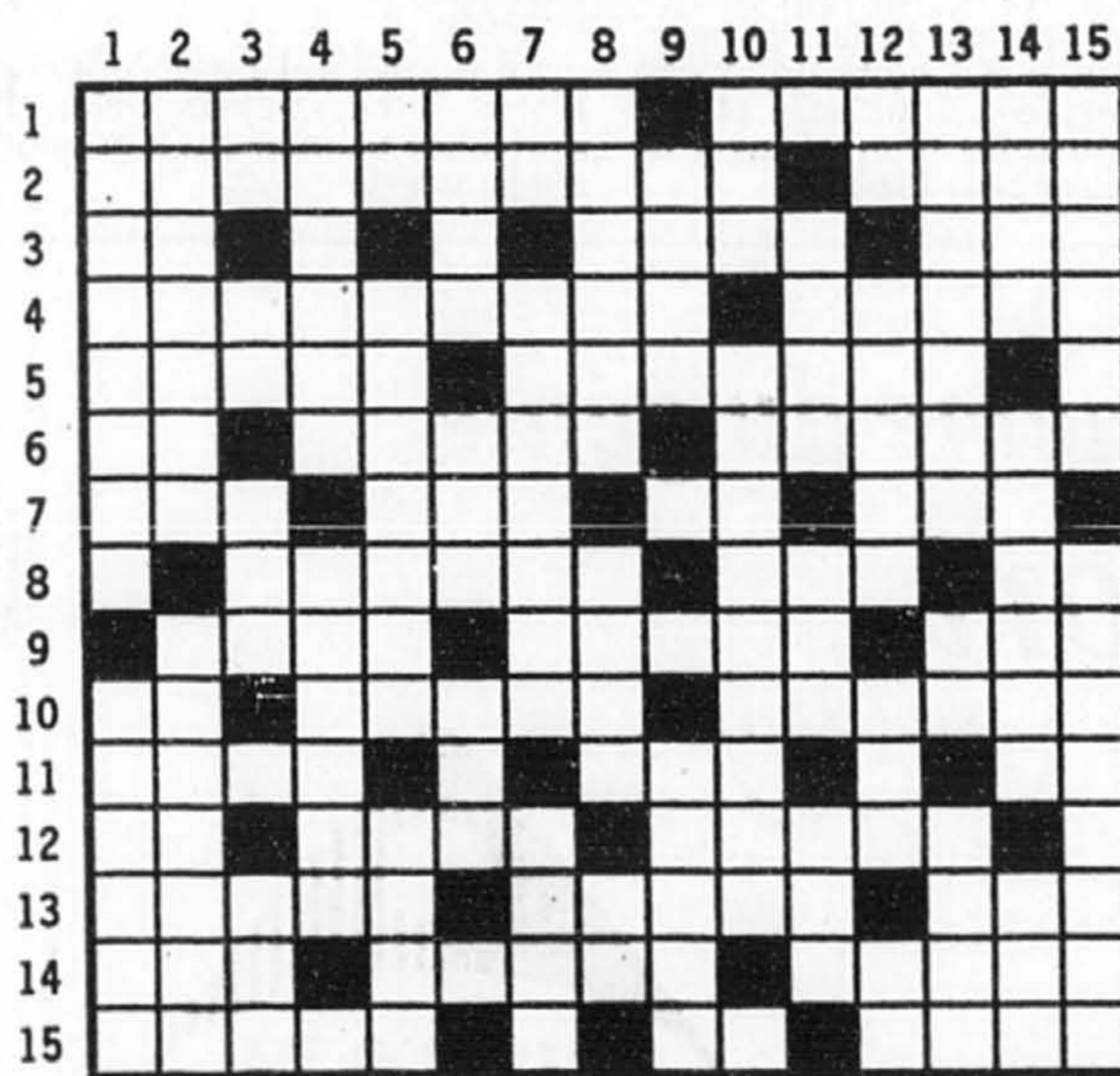
- Quel professeur de l'Université de Montréal a remporté le volet scientifique du Gala de La Presse 1995 grâce à ses travaux sur la cryptographie?
- Quel prix Nobel de chimie en 1908 a travaillé à l'université McGill?
- Quelle monarque a octroyé la charte qui est à l'origine de la création de l'université Laval?
- Qu'est-ce qui a inspiré le nom qui fut donné à l'institution issue de la fusion de

- l'université Sir George Williams et de Loyola de Montréal?
- Dans quelle province canadienne retrouve-t-on l'université Saint-François-Xavier?
- Quelle université fut fondée en 1843 sous l'égide du révérend G.J. Mountain?
- Comment se nomme le club de hockey de l'Université du Québec à Trois-Rivières?
- Quelle est la plus grande université francophone canadienne hors des limites territoriales québécoises?

Mots croisés

LA GRILLE THÉMATIQUE

DE MICHEL HANNEQUART
(LANGUES)



599

HORIZONTALEMENT

- Langue indo-européenne — Se parle en Afghanistan.
- Langue indonésienne parlée dans la partie occidentale de Java — Parle arabe.
- Connu — Opérations postales — Écrivain en espagnol.
- Langue sémitique parlée en Éthiopie — Divertit.
- Chaque ville en a un — Des ours.
- Lambin brésilien — Imprévue — Raisonnable.
- Passé à Innsbruck — Imitation d'objets précieux — Toisième personne — Degré, au judo.
- Un peu ivre — Il n'est pas premier de sa classe — Règle.

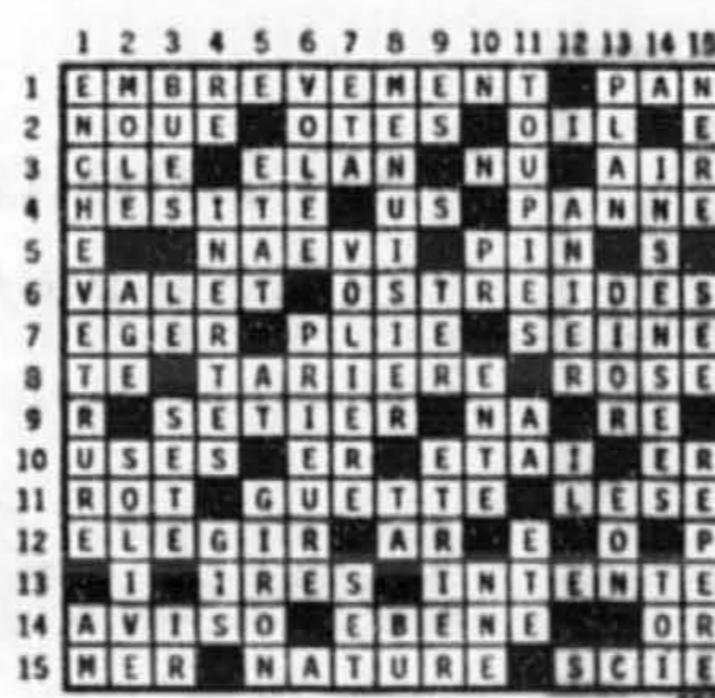
- Barre pour fermer une porte — Elle est extraite du sang — Dialecte chinois.
- Se dit entre potes — Ami de Robespierre — Dialecte du grec ancien.
- Montagne de Thessalie — Dans l'alphabet grec — Dieu solaire.
- Scandium — On y parle hindi — Langue.
- Parle — Musique de danse afro-cubaine — Carte.
- Près de La Rochelle — Langue — Injonction.
- Taches sur la peau — Appris — Trompées.

VERTICALEMENT

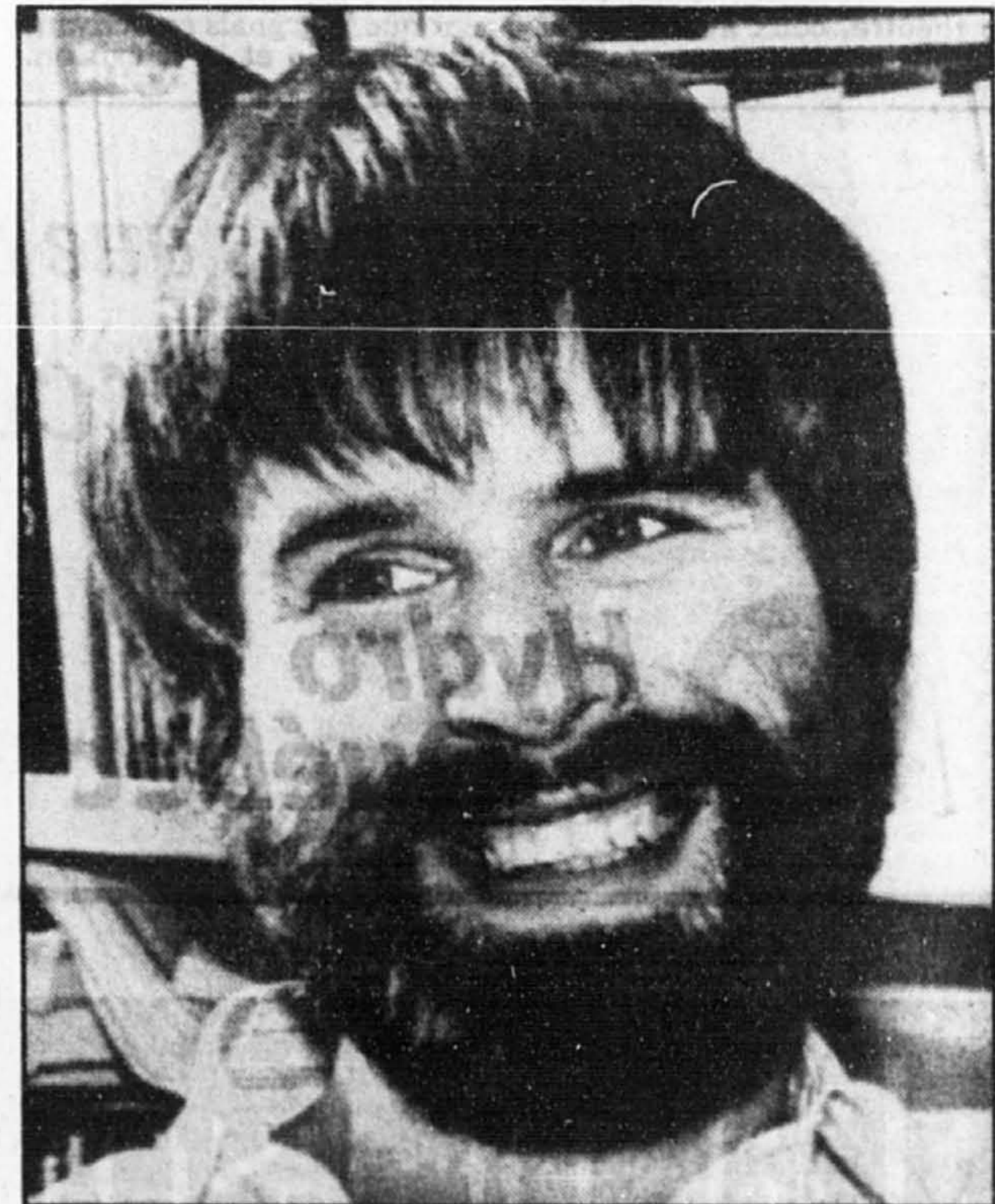
- Langue indo-aryenne — Il est la base de l'italien moderne.
- Se parle à Sibiu — Nom que donnent les Basques à leur langue.

- Actionné — Exprime le rire — Nouvelle Politique Économique — Épointé.
- Feuille insérée dans un livre — Langue officielle de l'Indonésie.
- Abréviation religieuse — Répété — Prêtre italien.
- Au nord de Bucarest — Masse de pierre très dure et cohérente — Lit anglais.
- Marque le moment — La langue de l'Empire inca — Crochet.
- Sans addition ni mélange — Dialecte gaélique — Virtuose.
- Colères — Meurtris, en parlant des fruits.
- Lettre grecque — Langue nordique.
- Écrivain français — Préfixe — Entre Valence et Alicante.
- Chrome — Peuple de la Sierra Leone — On y parle portugais — Île de France.
- Se parle dans le centre du Niger — Note — Se parle au Pakistan.
- Ne sont pas toujours précis — Intact — A cours en Norvège.
- Langue iranienne — Adversaires.

SOLUTION DIMANCHE PROCHAIN



SOLUTION DE DIMANCHE DERNIER



Professeur

E SPORTS OLYMPIQUES

- Qui gagna deux médailles d'or en l'espace d'une heure et demie le 10 juillet 1924?
- Dans quelle ville se tinrent les deuxièmes Jeux olympiques d'hiver?
- Combien de médailles d'or furent remportées par Emil Zatopek à Helsinki, en 1952?
- Quelle triple-médaille d'or de 1960 fut surnommée la « gazelle noire »?
- Quel Africain remporta la médaille d'or après 42 kilomètres de course à pied à Tokyo, en 1964?
- Aux Jeux de Munich en 1972, dans quelle discipline s'illustrèrent les Soviétiques Ludmila Touritcheva et Olga Korbut?
- Au cours de quel mois de l'année 1972 onze athlètes furent-ils tués par des terroristes palestiniens?
- Quelle Canadienne remporta l'argent en nage synchronisée individuelle lors des Jeux de Los Angeles, en 1984?

SOLUTION DANS LE CAHIER DES ANNONCES CLASSEES

SUR LA SCÈNE DE L'ACTUALITÉ

SEMAINE DU 3 DÉCEMBRE 1995

La personnalité de la semaine

Il n'est pas de succès qui se mérite
s'il n'est construit sur l'excellence

Plus de 35 ans après « Zone » et « Un simple soldat », il reçoit le prix Hommage de l'Académie québécoise de théâtre pour l'ensemble de son oeuvre

MATHIEU PERREAU

De pièces de théâtre en téléromans, Marcel Dubé a créé tout un pan de la culture québécoise moderne. De nombreux artistes et écrivains ont pu s'appuyer sur des oeuvres comme *Zone* ou *Un simple soldat* pour revendiquer leur appartenance à un terroir ou à un siècle, puis bâtir leur ouverture sur le monde. La création de la compagnie La jeune scène, quand les troupes de théâtre n'étaient pas légion, a inspiré acteurs et auteurs en les présentant à leur public. Tout comme des émissions telles que *La côte de sable* et *De 9 à 5* ont pavé la voie à une télévision à l'image d'un peuple.

Au fil des ans, la valeur et l'importance du dramaturge ont été soulignées et récompensées par de nombreuses institutions. Dès 1952, *De l'autre côté du mur*, sa deuxième pièce, était primée au festival dramatique canadien, ou allait triompher *Zone* l'année suivante. Depuis 1980, on se presse à sa porte pour lui rendre hommage ainsi qu'à son oeuvre : entre autres, l'Académie canadienne-française, l'Ordre national du Québec et dimanche dernier l'Académie québécoise de théâtre ont reconnu sa contribution cruciale à la vie culturelle du Québec. Se joignant à ce concert d'hommages, *La Presse* choisit Marcel Dubé comme **Personnalité de la semaine**, un titre qu'elle lui a déjà décerné en 1987.

Dimanche dernier, le dramaturge n'a pas pris la parole lors de la Soirée des masques où l'académie l'a honoré. Ce silence cachait l'émotion qui étreignait l'auteur. « Cet hommage m'était fait par des comédiens de théâtre, ceux avec qui j'ai travaillé et que j'ai côtoyés pen-

dant longtemps, explique-t-il. J'étais très ému. »

Ces gens de théâtre qui, depuis plus de quarante ans, sont la preuve pour Marcel Dubé que son talent d'écrivain existe et qu'il peut en vivre. « A la fin de mon adolescence, je rêvais de devenir écrivain mais je n'étais pas convaincu d'avoir assez de talent, se souvient-il. Lorsque j'étais au collège, un essai prématuré qui a tourné à l'échec m'a presque mené à la dépression. C'est pourquoi j'ai étudié un an en lettres à l'Université de Montréal afin de pouvoir être professeur. Durant l'été suivant la fin de mon baccalauréat ès arts, j'ai même passé deux mois dans l'armée au cas où je ne réussis pas l'université. »

Un doute tempéré par l'appui sans faille de la famille, dont ses frères Jean qui l'aidait à construire les décors de ses premières pièces, et Yves, directeur littéraire chez Leméac qui en a édité la plupart. L'enfance de l'homme né en 1930 dans un quartier populaire de Montréal a d'ailleurs nourri l'imaginaire de ses premières pièces. Une vie intense avec ses deux soeurs et ses cinq frères lui a donné le goût d'avoir lui-même des enfants. « Les aléas de la vie ne m'ont pas permis de fonder une famille, et c'est un de mes grands regrets », confie-t-il.

Après le collège Sainte-Marie, son année à l'université est interrompue par le succès de *De l'autre côté du mur* au festival dramatique à Saint-Jean, au Nouveau-Brunswick. « J'ai décidé de laisser tomber mes examens pour me rendre là-bas, dit-il. A partir de ce moment, les commandes ont commencé à pleuvoir et j'ai pu produire mes pièces avec l'argent que je gagnais en écrivant pour la radio et la télévision.



MARCEL DUBÉ

« Avec le temps, on veut éviter de se répéter. Je deviens de plus en plus critique envers mes idées et j'en écarte la plupart. »

C'est simple, je ne refusais rien. La plume a cessé d'être un passe-temps et est devenue mon métier. »

Son théâtre est tragique, selon lui. « J'ai connu mes premiers émois de théâtre au collège avec les auteurs grecs, et ce penchant pour les situations tragiques ne s'est jamais démenti, explique-t-il. Comme je voulais émouvoir le spectateur, il était normal que je choisisse un genre auquel je sois sensible, qui m'émouvait moi-même. Les seules comédies que j'ai écrites, pour les théâtres d'été, n'ont pas eu beaucoup de succès. Il est d'ailleurs beaucoup plus difficile d'émouvoir à l'aide de la comédie qu'avec une tragédie. Le Britannique Noel Coward est l'un des seuls qui ait réussi. »

Sa troupe de théâtre « La jeune scène » regroupe dans les années 1950 et 1960 les Monique Miller, Guy Godin, Hubert Loiselle et Robert Rivard. Jusqu'au milieu des années 1970, une vingtaine de pièces naissent dans son imagination en ébullition. Journaliste, chroniqueur, traducteur, adaptateur, poète, il fait flèche de tout bois. Puis, en 1977, il fonde avec Jean-Denis Gendron le Conseil de la langue française, qu'il quitte deux ans plus tard pour former le Secrétariat permanent des peuples francophones à la demande de René Lévesque.

Les années 1980 sont plus dures. Un dernier téléroman, *La vie promise*, ne tient l'affiche que deux ans. Puis en 1986, c'est le désastre financier : sa production de sa propre pièce *L'Amérique à sec* essuie un cuisant échec. « J'ai encore des dettes reliées à ce projet, soutient-il. Le remboursement a été compliqué par des années de maladie et par de multiples opérations à la fin des années 1980. »

De retour au Conseil de la langue française depuis huit mois, Marcel Dubé a quand même réussi à écrire deux livres ces dernières années, l'un sur Andrée Lachapelle et l'autre sur Jean-Paul Lemieux. « J'ai toujours été fasciné par la peinture, assure-t-il. Une des prochaines avenues qui se présentent concerne d'ailleurs le dessin, que j'ai approché pour la première fois il y a deux ans lors d'un voyage en Floride avec ma femme. Depuis, je me laisse aller à des croquis plutôt que de lire quand je suis en vacances. Ma manière de regarder les choses a même changé : j'ai maintenant l'oeil du peintre. »

De multiples goûts et idées se bousculent ainsi entre sa plume et son imagination. « Un sujet me trotte dans la tête depuis des années, avance-t-il. La trame est basée sur un événement survenu dans ma vie il y a 40 ans, en 1955, qui avait aussi affecté d'autres personnes autour de moi. Ma prochaine pièce pourrait bien porter là-dessus. »

Mais avec l'âge, l'auteur devient plus critique. Il soupèse lentement le pour et le contre, la valeur de chaque idée, se demandant s'il y a la assez de substance pour écrire. Les projets éteints après une centaine de pages ne sont pas rares. « J'ai toujours été très dur envers mes idées, mais avec l'âge, je veux absolument éviter de me répéter, remarque-t-il. L'allocation que j'ai écrite pour l'hommage de l'Académie du théâtre m'a demandé trois jours, pour quatre pages. Il faut dire que mes problèmes de santé me rendent plus sensible aux malaises physiques. Auparavant, en forme ou non, j'écrivais quand même. »

Le temps qui passe pousse Marcel Dubé à se renouveler. Il s'intéresse maintenant à ce qu'il n'a jamais dit.

Encore plus que du talent, de l'intelligence, même du génie,
l'excellence naît de l'effort.

 **Hydro Québec**

 **BANQUE NATIONALE**
Notre banque nationale

 **ALCAN**

La personnalité en personne

À VSD-BONJOUR

Marie-Claude Lavallée reçoit chaque dimanche la personnalité de la semaine.

Elle vous livre également, avec un zeste de folie et une grande dose de bonne humeur, toute l'information qu'il vous faut pour profiter pleinement du week-end.



VSD-Bonjour
Vendredi au dimanche 6 h à 9 h
Réalisation : Louise Carrière

SRC  **CBF 690**
Montréal